



Assemblée générale

Distr. générale
23 août 2016
Français
Original : anglais/espagnol

Conseil des droits de l'homme

Groupe de travail sur l'Examen périodique universel

Vingt-sixième session

31 octobre-11 novembre 2016

Résumé établi par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme conformément au paragraphe 15 c) de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme et au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil

Venezuela (République bolivarienne du)*

Le présent rapport est un résumé de 519 communications de parties prenantes¹ à l'Examen périodique universel. Il suit les directives générales adoptées par le Conseil des droits de l'homme dans sa décision 17/119. Il ne comporte pas d'opinions, de vues ou de suggestions du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), ni de jugement ou décision concernant telle ou telle allégation. Les sources des renseignements figurant dans le résumé sont systématiquement indiquées dans les notes et, dans la mesure du possible, les textes originaux n'ont pas été modifiés. Conformément à la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme, le cas échéant, une section distincte est consacrée aux contributions de l'institution nationale des droits de l'homme de l'État examiné dont l'accréditation s'est faite en pleine conformité avec les Principes de Paris. Le texte intégral de toutes les communications reçues peut être consulté sur le site Internet du HCDH. Pour établir le rapport, il a été tenu compte de la périodicité de l'Examen et des faits nouveaux enregistrés pendant la période considérée.

* Le présent document n'a pas été revu par les services d'édition avant d'être envoyé aux services de traduction.

GE.16-14604 (F) 210916 260916



* 1 6 1 4 6 0 4 *

Merci de recycler



I. Renseignements reçus de l'institution nationale des droits de l'homme de l'État examiné dont l'accréditation s'est faite en pleine conformité avec les Principes de Paris²

1. Le Bureau du Défenseur du peuple du Venezuela (DdPV) indique que des mesures doivent être prises pour mettre en œuvre la Convention relative aux droits des personnes handicapées et le protocole facultatif s'y rapportant, instruments auxquels le Venezuela a récemment adhéré³.
2. Le DdPV souligne la création du Conseil national des droits de l'homme, l'élaboration du Plan en faveur des droits de l'homme pour 2015-2019 et l'adoption de lois visant à protéger divers groupes de population⁴.
3. Le DdPV se félicite que le Venezuela ait élaboré ses rapports et que des délégations de haut niveau les aient présentés à différents organes conventionnels au cours de la période 2012-2015⁵.
4. Le DdPV indique que des ONG ainsi que des organisations communautaires et militantes ont été consultées lors de l'établissement des documents de l'EPU et qu'il a assuré un suivi exhaustif des recommandations de 2011⁶.
5. En ce qui concerne les recommandations du premier cycle, le DdPV signale que les entités décentralisées comptent de plus en plus de femmes, mais que la parité n'y est pas encore atteinte⁷.
6. Pour ce qui est de la protection des groupes vulnérables, le DdPV relève la mise en place de politiques et d'institutions visant à défendre les droits des enfants, des femmes, des personnes âgées, des personnes vivant dans la rue, des personnes atteintes du VIH/sida, des personnes LGBTI et des peuples autochtones⁸.
7. S'agissant des recommandations relatives à la situation dans les établissements pénitentiaires⁹, le DdPV salue la création d'un ministère chargé de cette question et l'adoption du Code organique pénitentiaire, et recommande de poursuivre les efforts visant à garantir la régularité de la procédure¹⁰.
8. Le DdPV prend acte de la politique de lutte contre la délinquance et la violence, mais estime qu'il convient de la revoir et de l'unifier¹¹. Quant à la recommandation concernant l'adoption d'une loi qui mettrait fin au trafic d'armes, il fournit des renseignements sur la création de la Commission présidentielle de contrôle des armes, des munitions et du désarmement, le Plan de désarmement volontaire et l'installation de centres de collecte d'armes à l'échelle nationale¹².
9. Pour ce qui est des recommandations concernant le système juridique et judiciaire¹³, le DdPV salue la réforme du Code pénal, mais souligne toutefois l'existence d'une culture punitive qui contribue à faire du jugement avec mise en liberté une exception¹⁴.
10. En ce qui concerne la démocratie communautaire et le développement socioéconomique, le DdPV indique que le Venezuela a connu des avancées grâce aux politiques sociales mises en place dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la culture, et appelle à la création de mécanismes permettant d'assurer la continuité de ces politiques¹⁵.
11. Le DdPV souligne le succès du vaste programme de logement « Gran Misión Vivienda »¹⁶.

12. Le DdPV indique que 96 % des habitants ont accès à l'eau potable et que 84 % d'entre eux utilisent des installations sanitaires améliorées¹⁷.

13. Le DdPV constate que 85 % des demandes d'asile et de statut de réfugié sont refusées et que les engagements en matière de protection des réfugiés ne sont pas tenus¹⁸.

II. Renseignements reçus d'autres parties prenantes

A. Renseignements d'ordre général et cadre

1. Étendue des obligations internationales¹⁹

14. Le Centre pour les droits de l'homme de l'Université catholique Andrés Bello (CDH-UCAB) constate que, malgré les recommandations acceptées, le Venezuela n'a pas encore ratifié certains instruments relatifs aux droits de l'homme²⁰. L'Observatoire vénézuélien des prisons (OVP) indique que le pays n'a toujours pas ratifié certains instruments, dont la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants²¹.

15. Le programme vénézuélien d'éducation *Acción en Derechos Humanos* (PROVEA) indique que le Venezuela n'est pas revenu sur sa dénonciation de la Convention américaine relative aux droits de l'homme²². Les auteurs de la communication conjointe n° 20 signalent que le Venezuela a ignoré les rapports sur le fond et les mesures conservatoires que la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a établis ou formulés, ainsi que les décisions et les mesures provisoires adoptées par la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Les auteurs de la communication conjointe n° 20 recommandent de respecter les décisions prises par des organisations internationales²³.

2. Cadre constitutionnel et législatif

16. Human Rights Watch indique que le Venezuela devrait parachever la mise en conformité de sa législation nationale avec le Statut de Rome de la Cour pénale internationale²⁴.

3. Cadre institutionnel, infrastructures des droits de l'homme et mesures de politique générale

17. PROVEA signale que le Venezuela n'a pas respecté la recommandation relative à la mise en place d'un suivi intégral de l'EPU²⁵, étant donné qu'il n'a pas établi de mécanisme de suivi des politiques et des mesures de mise en œuvre des recommandations²⁶.

18. Le Réseau d'organisations afro-vénézuéliennes (ROA) souligne la création d'institutions de lutte contre la discrimination raciale et de soutien aux communautés d'ascendance africaine²⁷. Le Réseau des personnes d'ascendance africaine du Venezuela (RAV) constate que ces institutions n'ont pas élaboré de politiques visant à faire respecter les droits des communautés en question²⁸.

19. Les auteurs de la communication conjointe n° 29 demandent que le service du DdPV chargé de la défense des droits fondamentaux des personnes LGBTI devienne opérationnel²⁹. Le mouvement social *Ejercito Emancipador* (EJERCITOEMANCIPADOR) recommande la mise en place d'un procureur spécialisé dans les affaires de discrimination et de haine à l'égard des personnes LGBTI³⁰.

20. En ce qui concerne une recommandation dont le Venezuela a pris note, CDH-UCAB salue l'adoption d'un plan d'action en faveur des droits de l'homme, mais fait cependant valoir que son élaboration ne s'est pas appuyée sur l'établissement consensuel d'un

diagnostic préalable³¹. PROVEA indique que certains groupes sociaux et politiques critiques à l'égard du Gouvernement ont été exclus de la consultation³². Amnesty International relève que le plan en faveur des droits de l'homme adopté pour la période 2016-2019 comprend des propositions visant à réformer l'appareil judiciaire, le système carcéral et les forces de l'ordre, à renforcer le Bureau du Médiateur, et à généraliser l'éducation relative aux droits de l'homme³³. Les auteurs de la communication conjointe n° 13 recommandent de faire en sorte que ce plan favorise le respect des obligations prévues par les organes internationaux des droits de l'homme et des recommandations formulées par eux³⁴.

21. Les auteurs de la communication conjointe n° 10 soulignent qu'aucun plan national de protection des droits de l'enfant n'a été mis en place³⁵. La Fondation de secours, de protection et d'orientation des enfants et des adolescents maltraités ou abandonnés (FRPOIAMA) recommande de créer un corps de police spécialisé dans la prévention des mauvais traitements infligés à des enfants³⁶.

22. Quatre organisations prennent note avec satisfaction des programmes de coopération et de solidarité avec d'autres pays dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'énergie³⁷.

B. Coopération avec les mécanismes relatifs aux droits de l'homme

23. L'Association nationale des organisations de la société civile (SINERGIA) recommande de donner suite aux recommandations acceptées à l'issue de l'EPU de 2011 qui portent sur la collaboration avec les organismes régionaux et internationaux de défense des droits de l'homme³⁸.

1. Coopération avec les organes conventionnels

24. Le Forum pénal vénézuélien (FPV) signale que le Venezuela a décidé de ne pas respecter les résolutions, avis et mesures adoptés par différents organismes régionaux et internationaux de défense des droits de l'homme³⁹.

2. Coopération avec les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales

25. SINERGIA recommande de mettre en œuvre les recommandations formulées à l'issue de l'examen précédent dans lesquelles le Venezuela est prié d'adresser une invitation permanente aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et de répondre à leurs demandes de visite⁴⁰.

26. Amnesty International recommande d'accepter notamment les demandes de visite du Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association⁴¹.

27. Les auteurs de la communication conjointe n° 15 recommandent d'adresser des invitations aux rapporteurs spéciaux sur la question de la torture, sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et sur la violence contre les femmes⁴². L'institut Presse et société du Venezuela (IPYS) recommande d'accepter les demandes de visite des rapporteurs spéciaux sur le droit à la liberté d'opinion et d'expression, sur le droit à la vie privée et sur la situation des défenseurs des droits de l'homme⁴³. Le Laboratoire de paix (LabPaz) recommande d'autoriser la visite du Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones⁴⁴.

28. Les auteurs de la communication conjointe n° 20 indiquent que le Venezuela a ignoré les recommandations du Groupe de travail sur la détention arbitraire⁴⁵.

C. Respect des obligations internationales en matière de droits de l'homme, compte tenu du droit international humanitaire applicable

1. Égalité et non-discrimination

29. Les auteurs de la communication conjointe n° 24 saluent l'acceptation d'une recommandation relative à la discrimination raciale⁴⁶, mais constatent que les communautés d'ascendance africaine et les peuples autochtones continuent d'être victimes de discrimination⁴⁷.

30. Ils prennent acte des efforts déployés pour promouvoir les droits de la femme, conformément aux recommandations correspondantes⁴⁸. L'ONG *Género Con Clase* (GCC) note en particulier l'adoption de politiques publiques visant à éliminer les obstacles que constituent les stéréotypes socioculturels⁴⁹. Le Centre hispano-américain pour la femme Freya (C.H.FREYA) insiste sur la fréquence du sexisme et des stéréotypes dans le pays⁵⁰. L'Organisation des femmes autochtones d'Amazonie Wanaaleru (OMIAW) indique que les femmes autochtones ne font l'objet d'aucune disposition particulière de protection ou de prise en charge⁵¹. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 signalent que le plan « Mama Rosa » se caractérise par un a priori politico-idéologique et que les critères de prise en compte systématique de l'égalité entre hommes et femmes ne sont pas appliqués⁵². Les auteurs de la communication conjointe n° 24 relèvent le manque d'efficacité des plans relatifs à l'égalité entre hommes et femmes⁵³.

31. En ce qui concerne les recommandations relatives à la participation des femmes à la vie politique⁵⁴, GCC fait observer que les femmes ont joué un rôle essentiel dans la gestion locale, mais que leur accès aux espaces de pouvoir et de prise de décisions reste limité⁵⁵. La Fédération démocratique internationale des femmes (FDIM) recommande de continuer à œuvrer en faveur de la parité sur le plan législatif et dans le cadre de l'exercice du pouvoir politique⁵⁶.

32. Les auteurs de la communication conjointe n° 3 reconnaissent que la loi relative à la protection du droit à l'égalité des personnes atteintes du VIH/sida constitue une avancée, mais estiment qu'elle ne répond pas à tous les critères de non-discrimination recommandés par le Comité des droits économiques, sociaux et culturels et le Comité des droits de l'enfant⁵⁷.

33. Selon les auteurs de la communication conjointe n° 29, le Venezuela n'a pris aucune mesure en faveur de l'insertion des personnes LGBTI sur les plans juridique et social, contrairement à ce qui avait été recommandé⁵⁸. Le mouvement social *Rompiendo La Norma* (ROMPELANOR) recommande d'adopter une loi sur la lutte contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et sur le mariage pour tous⁵⁹. L'ONG *Venezuela Diversa* (VeneDiver) fait état d'actes de discrimination à l'encontre de personnes LGBTI dans le cadre professionnel⁶⁰.

34. Les auteurs de la communication conjointe n° 17 constatent que le Venezuela n'a pas élaboré de plan pour répondre correctement au vieillissement de la population et que les centres pour personnes âgées existants sont trop peu nombreux et n'offrent pas de conditions adaptées⁶¹.

2. Droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne

35. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 soulignent qu'en 2015, le taux d'homicide a atteint le chiffre de 90 pour 100 000 habitants⁶². FRPOIAMA signale que le nombre de morts violentes d'enfants et d'adolescents a baissé (912 assassinats en 2014)⁶³. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 indiquent que le pays ne dispose pas d'un système de collecte de données statistiques ventilées⁶⁴.

36. Les auteurs de la communication conjointe n° 27 appellent l'attention sur la récente militarisation de la société, qui touche aussi la sécurité des citoyens⁶⁵. Les auteurs de la communication conjointe n° 35 recommandent d'adopter une politique de sécurité des citoyens qui ne prévoit ni méthode, ni organisation, ni dirigeants provenant des corps militaires⁶⁶. Les auteurs de la communication conjointe n° 12 signalent que des groupes civils paraétatiques lancent des attaques contre la population et exercent un contrôle sur l'ordre public⁶⁷.

37. Les auteurs de la communication conjointe n° 15 ont recensé 1 018 exécutions extrajudiciaires présumées en 2014 et 1 396 en 2015, et signalent que des membres des forces de police sont tenus pour responsables dans la plupart des cas⁶⁸. Les auteurs de la communication conjointe n° 35 indiquent qu'après le lancement du plan de sécurité « Opération de libération et de protection du peuple », en 2015, le nombre d'exécutions extrajudiciaires et d'arrestations arbitraires a augmenté de façon alarmante⁶⁹.

38. Rappelant une recommandation relative à la lutte contre l'abus de pouvoir des forces de sécurité⁷⁰, recommandation dont le Venezuela a pris acte, Human Rights Watch signale que ces dernières ont réprimé les manifestations avec brutalité, ont infligé de graves sévices aux détenus et, selon des allégations crédibles, se seraient livrées à des exécutions extrajudiciaires⁷¹. L'Alliance mondiale pour la participation des citoyens (CIVICUS) explique que les manifestations de janvier 2014 ont été marquées par un usage excessif de la force létale, et la persécution de membres des partis de l'opposition et de défenseurs des droits de l'homme⁷². Pour leur part, les auteurs de la communication conjointe n° 21 font observer que les actions violentes de groupes d'opposition ont été présentées par des médias privés comme des manifestations pacifiques⁷³. Le Comité des victimes des *guarimbas* (CVG) recommande d'intensifier les efforts visant à traduire en justice les auteurs d'actes de violence commis pendant les manifestations en question⁷⁴.

39. FPV indique que plus de 100 cas de torture ou de traitements cruels et inhumains, y compris le recours aux décharges électriques et aux viols, commis au cours de détentions ont été recensés en 2014 et 2015⁷⁵. Amnesty International relève la création d'un cadre juridique et institutionnel de prévention, de signalement et de sanction des actes de torture et de mauvais traitements, et recommande d'ériger en délit le fait qu'un agent de la fonction publique incite d'autres personnes à commettre des actes de torture ou consente à ces actes⁷⁶. FPV indique que le DdPV n'a pas donné suite à des plaintes pour torture déposées par des personnes privées de liberté pour des raisons politiques⁷⁷.

40. En ce qui concerne les recommandations portant sur les établissements pénitentiaires⁷⁸, OVP prend note de l'engagement à accroître le nombre de prisons et à démolir les établissements les plus surpeuplés⁷⁹. Le Réseau national des droits de l'homme (RENADDHH) estime que les efforts réalisés sont insuffisants⁸⁰. L'ONG *Una Ventana a la Libertad* (UVAL) indique que les personnes privées de liberté continuent à vivre dans des conditions dégradantes⁸¹. Amnesty International recommande de mettre en œuvre les mesures provisoires relatives au non-respect du droit à la vie et à la sécurité des détenus que proposent la Commission interaméricaine des droits de l'homme et la Cour interaméricaine des droits de l'homme⁸².

41. S'agissant des recommandations portant sur la violence à l'égard des femmes⁸³, les auteurs de la communication conjointe n° 11 font savoir qu'aucun plan concret n'a été mis en place pour éliminer ce phénomène⁸⁴. Les auteurs de la communication conjointe n° 41 soulignent la création d'institutions et de programmes pour lutter contre la violence à l'égard des femmes, mais estiment nécessaire l'établissement d'un organe de coordination⁸⁵. Les auteurs de la communication conjointe n° 6 signalent que la qualification pénale du fémicide a été modifiée de manière à ce que la responsabilité de l'État soit prise en considération en cas d'action ou d'omission de sa part⁸⁶.

42. En ce qui concerne les recommandations relatives à la traite des êtres humains⁸⁷, l'ONG Participation active et sociale (PAS) et la FDIM saluent les initiatives visant à prévenir et à punir cette pratique, et recommandent de faire en sorte que la population y soit davantage associée⁸⁸. OMIAW mentionne des zones de traite et de prostitution de petites filles, d'adolescentes et de femmes autochtones contrôlées par des groupes armés non étatiques, en collaboration avec des militaires vénézuéliens et des travailleurs des mines⁸⁹.

3. Administration de la justice, y compris impunité, et primauté du droit

43. Amnesty International indique que l'impunité pour des violations des droits de l'homme est généralisée et cite des statistiques officielles portant sur la période 2009-2012 selon lesquelles seuls 3 % des plaintes déposées officiellement pour violation des droits de l'homme ont entraîné des poursuites à l'encontre des auteurs présumés des actes en question. Depuis 2012, Le Bureau du Procureur général ne fournit pas de statistiques à jour⁹⁰.

44. Les auteurs de la communication conjointe n° 23 relèvent la détérioration grave et progressive de l'indépendance du système judiciaire⁹¹. L'organisation Accès à la justice (Acceso) évoque la détérioration de l'indépendance de la justice et recommande de modifier le cadre normatif, de promulguer un code de déontologie en la matière et de mettre fin à l'ingérence s'agissant des nominations, de la gestion des ressources judiciaires, de l'utilisation du recours en interprétation et de l'action d'office comme mécanismes de légalisation des mesures prises par le Gouvernement, et à la pratique consistant à légiférer à partir de décisions de justice⁹².

45. Acceso recommande de préciser les dispositions du Plan stratégique en matière de justice pour 2013-2019, inscrit dans le Plan d'action du Gouvernement, de respecter les normes relatives à la nomination des magistrats et d'établir un système de responsabilisation⁹³.

46. FPV indique que plus de 60 % de l'ensemble des juges et plus de 90 % des juges pénaux sont nommés à titre provisoire⁹⁴. La fondation *Pro Bono Venezuela* (PROVENE) regrette que les juges nommés à titre provisoire puissent être démis de leurs fonctions par l'organe administratif que constitue la Commission judiciaire⁹⁵.

47. FPV signale que l'incarcération de la juge María Lourdes Afiuni a eu pour effet d'intimider les acteurs du système judiciaire et a fait de celui-ci une arme de persécution politique⁹⁶. Amnesty International recommande de libérer les prisonniers d'opinion Leopoldo Lopez et Rosmit Mantilla⁹⁷.

48. Les auteurs de la communication conjointe n° 15 évoquent les décisions de la chambre constitutionnelle de la Cour suprême qui déclarent « inexécutable » un arrêt de la Cour interaméricaine des droits de l'homme parce qu'elle « porte atteinte à la souveraineté de l'État » et appellent le pouvoir exécutif à dénoncer la Convention américaine relative aux droits de l'homme⁹⁸. Les auteurs de la communication conjointe n° 12 signalent que ladite chambre a approuvé des lois dans lesquelles la légitimité de la société civile⁹⁹ n'est pas reconnue et a fait preuve d'ingérence dans les élections internes d'organisations syndicales, de partis politiques et d'universités nationales¹⁰⁰.

49. Les auteurs de la communication conjointe n° 27 recommandent de restreindre l'action de la justice militaire aux infractions militaires¹⁰¹.

50. L'ONG *Catedra Guaicaipuro* (CATEDRAGUAICAIPURO) évoque les divergences entre le système judiciaire autochtone et les juridictions de droit commun¹⁰². L'ONG *Organización De Trabajo Socio Ambiental De La Amazonia Wataniba* (OTSOAAM) estime que, une fois la procédure de consultation publique terminée, il sera urgent de mettre en œuvre la loi spéciale relative à la justice autochtone¹⁰³.

51. La Commission des droits de l'homme et de la citoyenneté (CODEHCIU) fait état d'entraves au travail des avocats de la défense, d'abus de pouvoir de la part de fonctionnaires du système judiciaire, d'écoutes téléphoniques et d'autres actes effectués sans mandat judiciaire¹⁰⁴.

4. Droit au respect de la vie privée

52. Les auteurs de la communication conjointe n° 37 estiment que la législation touchant la surveillance des communications n'est pas conforme aux normes internationales relatives aux droits de l'homme¹⁰⁵. Cette législation ne prévoit ni de critères de nécessité et de proportionnalité ni de disposition obligeant les autorités à informer les personnes ou les groupes concernés qu'ils font, ou ont fait, l'objet d'une surveillance¹⁰⁶. Les auteurs de cette communication font état de l'absence de mécanismes publics chargés de superviser les autorisations de surveillance¹⁰⁷.

53. Les auteurs de la communication conjointe n° 37 indiquent que les services de renseignements ont mené des activités de surveillance motivées par des considérations politiques¹⁰⁸. Ils soutiennent que le pouvoir exécutif exerce une influence sur le secteur des télécommunications, ce qui crée une situation dans laquelle des communications privées et des informations personnelles risquent de faire l'objet d'une ingérence politique illégitime¹⁰⁹.

5. Liberté de religion ou de conviction, liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique, et droit de participer à la vie publique et politique

54. L'ONG *Desarrollo Humano Integral* (DHI) estime que les Vénézuéliens jouissent des libertés de religion, de conviction, d'expression (des idées et des opinions), d'association, de réunion et de manifestation pacifique¹¹⁰.

55. Vingt-neuf organisations soulignent l'adoption de la loi relative aux médias locaux et alternatifs ainsi que la création d'environ 1 200 centres d'accès à l'information par Internet dénommés « Infocentros », dont un grand nombre soutenus par l'État, dont l'accès est gratuit pour les communautés et les groupes modestes de la population¹¹¹.

56. Les auteurs de la communication conjointe n° 16 relèvent le manque d'accès à l'information¹¹². Espace public (EPAC) recommande d'adopter une loi et des politiques publiques en la matière¹¹³, et les auteurs de la communication conjointe n° 40 de mettre en place un organe indépendant chargé de garantir l'accès à l'information¹¹⁴.

57. Les auteurs de la communication conjointe n° 16 font valoir que la loi relative à la responsabilité sociale à la radio, à la télévision et dans les médias électroniques accorde à la Commission nationale des télécommunications un pouvoir discrétionnaire excessif, qui lui permet de sanctionner des médias en fonction de leur ligne éditoriale¹¹⁵. Human Rights Watch indique que le Gouvernement a abusé de ses pouvoirs en matière de réglementation des médias et pris des mesures répressives pour réduire le nombre de médias qui diffusent des programmes critiques à son égard, et que, par peur des représailles, l'autocensure est devenue un grave problème¹¹⁶.

58. IPYS souligne un affaiblissement des garanties fondamentales protégeant l'exercice de la liberté d'expression et du droit à la liberté d'opinion, caractérisé par une augmentation des agressions, de la censure, des détentions arbitraires, de la surveillance policière, des interceptions arbitraires des communications et des abus de pouvoir de la part des autorités publiques¹¹⁷. FPV indique que, en mars 2016, 77 personnes étaient incarcérées pour des motifs politiques, et recommande leur libération immédiate¹¹⁸.

59. Les auteurs de la communication conjointe n° 25 recommandent de réviser la législation de manière à garantir le droit à la liberté d'expression, à établir une procédure de réglementation qui évite l'usage abusif des médias publics à des fins de prosélytisme, et à

mettre en place une politique globale de gestion des médias¹¹⁹. EPAC recommande que le libre accès au papier et aux facteurs de production soit garanti à la presse et que l'attribution des fréquences radioélectriques ne soit pas fondée sur des considérations politiques¹²⁰.

60. Les auteurs de la communication conjointe n° 16 indiquent que les juges continuent de disposer d'un large pouvoir discrétionnaire pour déterminer si un acte relève du délit d'outrage à l'autorité ou de dénigrement, et que ces qualifications ont été utilisées contre des personnes qui avaient critiqué le Gouvernement¹²¹. EPAC recommande d'abroger les dispositions relatives à l'outrage, au dénigrement et à l'injure, et d'éviter de sanctionner pénalement l'expression d'opinions dissidentes¹²².

61. CIVICUS signale que la Cour suprême a rejeté la décision rendue par la Cour interaméricaine des droits de l'homme en 2015, dans laquelle il est ordonné au Venezuela de rendre sa licence à une station émettrice fermée en 2007¹²³.

62. CIVICUS recommande de créer un cadre législatif de protection des défenseurs des droits de l'homme¹²⁴. Amnesty International fait observer que malgré les recommandations qu'il a acceptées¹²⁵, le Venezuela ne permet pas aux défenseurs des droits de l'homme de mener leurs activités sans peur de représailles et recommande de mettre fin aux attaques et aux campagnes dont ces derniers sont les cibles¹²⁶. Les auteurs de la communication conjointe n° 26 font état de nombreuses lois qui restreignent l'indépendance des ONG¹²⁷. CIVICUS fait savoir que des défenseurs des droits de l'homme et des militants de la société civile ont été victimes de harcèlement judiciaire et d'exécutions extrajudiciaires¹²⁸. Reporters sans frontières (RSF) signale des attaques contre des journalistes de médias publics et privés¹²⁹. Les auteurs de la communication conjointe n° 20 recommandent de mener des enquêtes sur les actes de violence commis à l'encontre de défenseurs des droits de l'homme¹³⁰.

63. Près de 50 organisations signalent que des hauts fonctionnaires ont utilisé des médias publics pour discréditer et accuser arbitrairement des défenseurs des droits de l'homme ainsi que des médias et des journalistes indépendants qui s'étaient montrés critiques à l'égard du pouvoir¹³¹.

64. La CIDH fait état des mesures conservatoires qu'elle a adoptées en ce qui concerne la situation des défenseurs des droits de l'homme, des dissidents politiques et des personnes privées de liberté¹³². FPV indique que le Venezuela n'a pas respecté les mesures conservatoires adoptées par la Commission¹³³.

65. Certaines organisations signalent des actes d'intimidation, de harcèlement et, dans certains cas, de surveillance à l'encontre de défenseurs de droits de l'homme, en particulier à la suite de leur participation à des réunions de l'ONU ou à des auditions de la CIDH¹³⁴.

66. CIVICUS recommande d'adopter une loi relative à la liberté d'association, conformément aux meilleures pratiques préconisées par le Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association¹³⁵.

67. CVG recommande de faire en sorte que l'exercice du droit à manifester pacifiquement ne porte pas atteinte à l'exercice des droits d'autrui¹³⁶. EPAC indique qu'en février 2014, après une série de protestations, l'État a pris des mesures répressives disproportionnées, étant donné que 82 % des protestations réprimées¹³⁷ étaient pacifiques.

68. L'Observatoire vénézuélien des conflits sociaux (OVCS) indique que la décision de la Cour suprême n° 276-24/4/2014 rend obligatoire la demande d'une autorisation pour exercer son droit à manifester publiquement et autorise les forces de l'ordre à disperser toute manifestation qui ne bénéficierait pas de cette autorisation¹³⁸.

69. Les auteurs de la communication conjointe n° 15 font observer que la décision n° 008610 (2015) du Ministère du pouvoir populaire pour la défense portant sur le contrôle des manifestations a instauré des conditions favorisant un usage abusif des armes à feu, notamment du fait de l'absence de contrôle civil indépendant¹³⁹. EPAC appelle l'attention sur le fait que cette décision élargit le champ d'action des autorités militaires et instaure un pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne l'usage d'armes à feu à des fins de maintien de l'ordre¹⁴⁰.

70. SINERGIA recommande que les organisations de défense des droits de l'homme soient autorisées à avoir accès à un financement international¹⁴¹.

71. L'ONG *Coordinadora Juvenil de Bolivia* (CJB) recommande de promouvoir une plus grande participation des jeunes au Système national de la jeunesse¹⁴².

72. RAV recommande de garantir la participation des personnes d'ascendance africaine aux élections¹⁴³.

73. L'ONG *The Carter Center* (TCC) relève une participation active des fonctionnaires à des activités de campagne alors que la loi électorale leur interdit de le faire dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions¹⁴⁴.

74. Deux cent trente-huit organisations prennent note avec satisfaction de la consolidation du pouvoir et du gouvernement populaires, et recommandent de continuer à renforcer les activités des organisations et mouvements sociaux ainsi que leur collaboration avec les différentes instances publiques à l'échelon national, des États, des régions et des localités¹⁴⁵.

75. SINERGIA indique que la série de lois sur le « pouvoir populaire », qui concerne l'ensemble des organismes de la société qui participent à la gestion des affaires publiques, tend à diminuer l'indépendance dont bénéficiait traditionnellement la société civile vis-à-vis de l'État¹⁴⁶. SINERGIA fait observer que la loi de financement du pouvoir populaire exclut les formes d'association et de participation autres que celles prévues par le système collectif¹⁴⁷.

6. Droit au travail et droit à des conditions de travail justes et favorables

76. La Centrale ouvrière bolivienne (COB) souligne l'adoption de la loi organique du travail, des travailleurs et des travailleuses¹⁴⁸. L'ONG *Movimiento Vinotinto* (MOVINOTINTO) signale l'absence de données sur le taux de chômage¹⁴⁹.

77. Selon les auteurs de la communication conjointe n° 20, aucune disposition n'a été prise pour donner suite aux recommandations des organes de l'Organisation internationale du Travail (OIT)¹⁵⁰.

78. PROVEA signale la poursuite des ingérences dans les élections des organisations syndicales, des entraves à l'enregistrement d'organisations syndicales s'étant montrées critiques à l'égard du Gouvernement et de l'opposition aux pétitions. La situation continue également à se caractériser par un refus d'accorder des cartes syndicales à des travailleurs du secteur public, par les licenciements, la décredibilisation publique, le harcèlement policier et l'incarcération dont sont victimes les dirigeants syndicaux, et par l'incrimination de l'exercice au droit de manifester¹⁵¹.

7. Droit à la sécurité sociale et droit à un niveau de vie suffisant

79. L'ONG *Frente De Mujeres Bicentenario 200* (FMB200-Anz) indique que l'investissement social reste une priorité¹⁵². Les auteurs de la communication conjointe n° 28 font observer que les politiques et les missions sociales mises en œuvre prennent en considération le respect des droits de l'homme¹⁵³. Les auteurs de la communication

conjointe n° 41 font état de progrès dans l'application des recommandations relatives à l'élimination de la pauvreté¹⁵⁴. Selon les auteurs de la communication conjointe n° 11, les recommandations relatives aux droits à l'éducation, à la santé, au logement et à l'alimentation, considérées comme mises en œuvre ou en cours de mise en œuvre, n'ont pas été appliquées¹⁵⁵.

80. Quatre cent quatre-vingt-sept organisations proposent de poursuivre les politiques et programmes d'investissement social menés dans les domaines de l'éducation, de la santé, du logement, de l'économie, du développement et de l'environnement. Elles citent notamment les missions suivantes : Barrio Adentro, Ribas, Sucre, Robinsón, Agrovenezuela, A toda Venezuela, En Amor Mayor, Hijos de Venezuela, Jóvenes de la Patria, Alimentación, Identidad, Madres del Barrio, Guacaipuro, Gran Misión Vivienda Venezuela, Sucre et Cubanas (Barrio Adentro Deportivo, Salud)¹⁵⁶.

81. S'agissant des recommandations relatives au logement¹⁵⁷, l'ONG *International Human Rights Clinic* (IHRC-OU) salue les efforts réalisés dans le cadre du programme « Misión Vivienda Venezuela », mais indique qu'une grande partie des objectifs en matière de construction de logements n'ont pas été atteints¹⁵⁸. Le Réseau de protection des locataires et des propriétaires (REDINQUILINOS) recommande d'accroître l'attribution de logements décents¹⁵⁹.

82. Environ 15 organisations se disent préoccupées par la situation alimentaire et nutritionnelle dans le pays¹⁶⁰. Les auteurs de la communication conjointe n° 38 signalent l'absence de données officielles sur la malnutrition infantile¹⁶¹. Dans la communication conjointe n° 34, les auteurs indiquent que la mission « Alimentación » ne fait pas l'objet d'une évaluation objective et recommandent de stimuler la production alimentaire¹⁶².

83. Défenseurs des droits de l'homme (DEFENSORESDDHH) recommande de continuer à mettre en œuvre des plans de distribution alimentaire¹⁶³. L'ONG *Association for Obvious Things* (AfOT) relève que (le 16 juin 2013) l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a reconnu que le Venezuela avait dépassé le premier objectif du Millénaire pour le développement consistant à réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim¹⁶⁴.

84. Cent deux organisations soulignent la contribution positive de membres des collectivités à l'exécution de projets visant à garantir le recours et l'accès rationnel à l'eau potable et à promouvoir la salubrité de l'environnement. Elles recommandent de continuer à renforcer le pouvoir populaire par l'intermédiaire des conseils communaux, des groupes techniques de travail sur la question de l'eau et des groupes locaux dénommés « Brigadas Integrales Comunitarias », de garantir à 100 % l'approvisionnement en eau de la population et d'établir des ordonnances municipales portant sur la gestion et l'utilisation de l'eau et sur la formation à un usage rationnel et intégral de l'eau¹⁶⁵.

8. Droit à la santé

85. Vingt et une organisations signalent que des avancées législatives ont été réalisées en matière de santé et répondent aux dispositions constitutionnelles prévoyant des soins de santé gratuits et de qualité pour tous. Plusieurs interventions soulignent la mise en œuvre de politiques publiques et la hausse des investissements dans le domaine de la santé, et présentent des programmes sociaux, notamment « Misión Barrio Adentro (I, II y III) », comme des modèles de gestion des soins de santé¹⁶⁶.

86. Human Rights Watch indique que l'accès des Vénézuéliens à des services de santé de base continue de se détériorer¹⁶⁷. Certaines organisations estiment que les autorités publiques n'ont pas été en mesure de fournir au système de santé du pays des médicaments et des articles autrefois disponibles¹⁶⁸. Les auteurs de la communication conjointe n° 38 soulignent le niveau de pénurie extrême et le manque de médicaments, de moyens de

production et de réactifs essentiels¹⁶⁹. Selon les auteurs de la communication conjointe n° 9, le personnel médical des centres de santé est tenu d'assumer la responsabilité des traitements administrés, ce qui empêche les autorités de rendre compte de la situation de pénurie de médicaments¹⁷⁰.

87. OMIAW souligne l'élaboration du premier Plan national de protection des droits sexuels et procréatifs (2014-2019), qui prend en considération les femmes autochtones, mais ne dispose pas d'un budget attribué¹⁷¹. Les auteurs de la communication conjointe n° 40 font état de difficultés en ce qui concerne la portée des programmes de contraception et de planification familiale¹⁷². Les auteurs de la communication conjointe n° 38 recommandent d'améliorer l'accès à des services de santé sexuelle et reproductive¹⁷³. Dans la communication conjointe n° 5, il est recommandé de mettre en place une éducation sexuelle complète en vue d'éliminer la violence à l'égard des femmes¹⁷⁴.

88. Selon les auteurs de la communication conjointe n° 6, le plan et le programme de maternité sûre, désirée et heureuse reposent sur une vision populiste et maternaliste et sur l'assistantat¹⁷⁵. Les auteurs de la communication conjointe n° 11 indiquent qu'aucune politique publique ne traite de la grossesse des adolescentes¹⁷⁶.

89. FDIM et PAS indiquent que des taux élevés de mortalité maternelle sont enregistrés dans les communautés autochtones¹⁷⁷. FDIM recommande d'établir des plans qui garantissent la fourniture de soins prénatals dans le respect des diverses ethnies et cultures¹⁷⁸. Les auteurs de la communication conjointe n° 19 signalent une baisse de l'attention accordée à la santé des populations autochtones¹⁷⁹.

90. VeneDiver indique que les personnes LGBTI subissent des agressions psychologiques dans les établissements de santé¹⁸⁰. Selon l'ONG *Unión Afirmativa De Venezuela* (UNAF), les services de gynécologie ne sont pas en mesure de prendre en charge les personnes LGBTI¹⁸¹.

9. Droit à l'éducation

91. Quarante organisations soulignent des progrès dans le domaine de l'éducation, que ce soit au niveau primaire, secondaire ou universitaire. Elles notent avec satisfaction la mise en place de programmes d'enseignement, notamment la mission Robinson « Yo sí puedo », la mission Ribas, la mission Sucre, le projet Simoncito, le programme d'alphabétisation technologique et le projet de formation en ligne, et soulignent que ces initiatives ont été reconnues par l'Organisation des États ibéro-américains pour l'éducation, la science et la culture et par l'UNESCO. Certaines organisations recommandent de renforcer l'accès à une éducation publique et de qualité, et à respecter la législation en matière d'éducation¹⁸².

92. Les auteurs de la communication conjointe n° 31 indiquent que des résultats positifs ont été obtenus, en ce qui concerne notamment la baisse de l'abandon scolaire et la mise en place du système de restauration scolaire¹⁸³. Le Conseil d'éducation populaire d'Amérique latine et des Caraïbes (CEAAL) recommande de continuer à renforcer l'accès à une éducation gratuite et de qualité, à veiller à une formation adéquate des enseignants et à tenir compte de leurs revendications¹⁸⁴.

93. IHRC-OU-Norman-Oklahoma indique que les enfants des zones rurales, les populations autochtones ou d'ascendance africaine, les enfants réfugiés et les demandeurs d'asile ont des difficultés à accéder à une éducation adéquate¹⁸⁵. CATEDRAGUAICAIPURO signale le manque de formateurs autochtones et de crédits alloués à l'élaboration de livres dans la langue maternelle des enfants ou en version bilingue¹⁸⁶.

94. VeneDiver évoque des actes de harcèlement et de traitements dégradants à l'encontre de personnes LGBTI, ce qui entraîne leur abandon scolaire¹⁸⁷. UNAF indique que les enseignants et les autorités ne savent pas comment aborder les questions d'orientation, d'identité et d'expression sexuelles¹⁸⁸.

95. Selon les auteurs de la communication conjointe n° 1, les universités nationales autonomes ont fait l'objet d'un traitement discriminatoire à l'occasion de l'approbation du budget, les organisations estudiantines des universités sont stigmatisées et leurs manifestations légitimes sont jugées illégales¹⁸⁹.

10. Droits culturels

96. L'Association bolivienne des artistes plastiques (ABDAPC) souligne la mise en place de politiques et la hausse du budget dans le domaine de la culture, ce qui améliore l'accès à des biens et services culturels¹⁹⁰. Le centre culturel *Cantar del Alba* (CCCdelALBA) recommande de renforcer le programme « Misión Cultura Corazón Adentro »¹⁹¹.

97. L'Association des peuples autochtones du Venezuela (APIVEN) recommande d'aborder la question de la préservation des langues autochtones sous un angle pluridimensionnel et de mettre en place un enseignement multiculturel¹⁹².

11. Personnes handicapées

98. S'agissant des recommandations concernant les personnes handicapées¹⁹³, l'Association des non-voyants de Miranda (ACIMIR) souligne l'adhésion du Venezuela à la Convention relative aux droits des personnes handicapées, la nécessité de garantir la non-discrimination et l'accessibilité aux personnes handicapées, et de rendre la législation conforme à la convention¹⁹⁴. L'ONG *Escuela De Vecinos De Venezuela* (EVV) salue l'adhésion au Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées¹⁹⁵, mais estime que les recommandations n'ont pas été suivies. Elle recommande que ces recommandations soient réaffirmées lors du prochain examen et qu'elles fassent l'objet d'un suivi par les organisations de la société civile¹⁹⁶.

99. La fondation *La Luz Brilla Para Todos* (FLUZPARATODOS) indique que la sensibilisation de la population au handicap constitue un défi¹⁹⁷.

100. EVV signale que la réforme de l'enseignement spécialisé a été appliquée sans consultation préalable des élèves, des parents ou de leurs représentants¹⁹⁸. ACIMIR recommande de faire en sorte que les recommandations formulées par les personnes handicapées soient transmises aux organes chargés des politiques publiques¹⁹⁹.

101. L'ONG *Asociación De La Discapacidad Inclusión Y Desarrollo* (DID) appelle l'attention sur divers programmes d'enseignement ouverts à tous. Elle signale également l'absence de données actualisées sur les personnes handicapées et sur les résultats des missions et des programmes publics²⁰⁰.

102. L'Association des dames non voyantes (ASODACI) recommande de promouvoir le regroupement en associations des personnes handicapées et l'élaboration d'initiatives productives visant à garantir leur autonomie, leur indépendance et leur insertion sociale²⁰¹.

12. Peuples autochtones

103. APIVEN ainsi que les auteurs de la communication conjointe n° 19, de la communication conjointe n° 24 et de la communication conjointe n° 33 mentionnent la non-application des recommandations relatives à l'intégration des peuples autochtones et au respect de leurs droits²⁰². Les auteurs de la communication conjointe n° 19 indiquent que peu de progrès ont été accomplis en ce qui concerne le droit à un consentement préalable, libre et éclairé, la délimitation des parcelles et l'attribution des titres de propriété²⁰³.

104. Les auteurs de la communication conjointe n° 19 font observer que, selon les peuples autochtones, l'entrée en vigueur en 2009 de la loi organique sur les conseils communaux a empêché les communautés d'exercer leur droit à l'autodétermination et d'appliquer leurs propres formes d'organisation²⁰⁴. LabPaz recommande à l'État de s'abstenir d'entraver l'exercice du droit à la liberté d'association des communautés autochtones²⁰⁵.

105. APIVEN recommande d'instaurer un cadre législatif et institutionnel de consultation auquel participeraient pleinement les peuples autochtones²⁰⁶ et de mettre en œuvre la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et la convention n° 169 de l'OIT²⁰⁷.

106. La Confédération des peuples autochtones de Bolivie (CIDOB) recommande une plus grande participation des peuples autochtones, sur un pied d'égalité²⁰⁸. L'ONG *Vida y Luz* (ASOVILUZ) recommande de donner la priorité aux politiques visant à mieux faire connaître les ethnies dans le pays²⁰⁹. Le Comité civique de San Andrés De Machaca (CCSAM) recommande de renforcer le projet « Misión Guacaipuro »²¹⁰.

107. APIVEN, les auteurs de la communication conjointe n° 33 et LabPaz font référence à la recommandation portant sur l'accélération du processus de délimitation²¹¹. Selon les auteurs de la communication conjointe n° 33, il n'a pas été donné suite à cette recommandation²¹². LabPaz indique que seuls 12,4 % des terres autochtones ont été délimitées²¹³. APIVEN signale que des titres de propriété ont été attribués à certaines collectivités, mais pas à des peuples autochtones²¹⁴.

108. Les auteurs de la communication conjointe n° 19 évoquent la violence qui accompagne la restitution des terres²¹⁵. Selon IHRC-OU, des violences liées à des différends concernant des terres autochtones ont opposé des mineurs, des membres des populations autochtones et d'autres habitants des zones concernées²¹⁶.

109. OTSOAAM signale que des pratiques illégales d'extraction minière continuent de porter préjudice à l'habitat des peuples autochtones²¹⁷. LabPaz recommande de mener des consultations sur les projets d'extraction prévus dans des territoires autochtones²¹⁸.

110. APIVEN recommande de créer une commission intersectorielle à laquelle participeraient les peuples autochtones en vue d'élaborer une stratégie de lutte contre l'extraction minière illicite et la présence de groupes armés illégaux sur les territoires autochtones²¹⁹.

13. Migrants

111. PROVENE fait référence à la crise de 2015 au cours de laquelle les principales frontières avec un pays voisin ont été fermées, ce qui a eu des conséquences sur la situation juridique au Venezuela des migrants provenant de ce pays²²⁰. Human Rights Watch indique que les forces de sécurité ont expulsé des centaines de réfugiés et de ressortissants d'un pays voisin qui vivaient légalement au Venezuela près de la frontière²²¹.

14. Droit au développement et questions environnementales

112. Les auteurs de la communication conjointe n° 36 recommandent d'élaborer un plan national d'adaptation en faveur du développement humain durable dans le cadre du changement climatique²²². APIVEN recommande d'associer les peuples autochtones à la définition des modèles de développement²²³.

113. L'Association de producteurs écologiques « Ukamau » (ECO-UKAMAU) recommande de mettre en œuvre une politique environnementale plus rigoureuse afin que les entreprises pétrolières transnationales ne portent pas atteinte à l'environnement²²⁴.

Notes

¹ The stakeholders listed below have contributed information for this summary; the full texts of all original submissions are available at: www.ohchr.org. (One asterisk denotes a national human rights institution with "A" status).

*Civil society**Individual submissions:*

A P E D D L P	Comuna Socialista Turística y Pesquera en Defensa de la Patria, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ABDAPC	Asociación Boliviana de Artistas Plásticos Cochabamba, Bolivia (Plurinational State of);
ABEFOC	Association de Béninois forms à Cuba, Cotonou, Benin;
ABYA YALA	Fundación Abyayala, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
ACAMBOL	Agentes de Cambio de Bolivia, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
ACAP	Association Congolaise d'Amitié entre les Peuples, Brazzaville, Congo;
ACCCMTAVR	Asociación Civil Consejo Comunal Mesa técnica de Agua Villa Real, Cumana, Estado Sucre, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACCESO	Acceso a la Justicia, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACIMIR	Asociación de Ciegos de Miranda, Charallave, Edo Miranda, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTA Agua Chiquita	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Agua Chiquita, Independencia, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTA Barrio Bolívar	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Barrio Bolívar, San Cristóbal, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTA Brisas del Carapo	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Brisas del Carapo, Rubio, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTA Brisas del Sur	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Brisas del Sur, Barcelona. Anzoátegui, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTA Brisas S. Nuevo A.	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Brisas del Sol y Nuevo Amanecer, Táriba, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTA ChaguaramosII	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Los Chaguaramos II, El Tigre. Municipio Simón Rodríguez, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTA CHE GUEVARA	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Che Guevara, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTA Chorro del Indio	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Chorro el Indio, La Concordia, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTA Guafitas Doradas	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Guafitas Doradas el Yuye, El Piñal, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTA JOSE GREGORIO HDZ	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Jose Gregorio Hernández, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTA La Osuna	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua La Osuna, Colón, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTA LAS CASITAS	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Las Casitas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTA Las Margaritas	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Las Margaritas, Táriba, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTA Las Quebradas	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Las Quebradas, San Antonio, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTA Lomas del Viento	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Lomas del Viento, Independencia, Venezuela (Bolivarian Republic of);

ACMTA P.M Altagracia	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Plan Mesa Altagracia, Cumana Municipio Sucre, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTA PLAN DE LA MESA SII	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Plan de la Mesa Sector II, Cumana, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTA PRIMERO DE MAYO	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Primero de Mayo, San Juan de los Cayos, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTA Saman de Guere	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Saman de Guere; Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTA SAN MIGUEL ARCANGEL	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua San Miguel Arcangel, CORO, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTA SANTA ROSA	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Santa Rosa, Tocuyo de la Costa, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTA SIMON BOLIVAR	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Simon Bolivar, Zazarida, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTA TU por la Toica	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Todos Unidos por la Toica, Táriba, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTA Valle Guanipa	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Valle Guanipa, El Tigre. Municipio Simón Rodríguez, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTA VIJAGUITA II	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Vijaguita II, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTA Zorca el Progreso	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Zorca el Progreso, Táriba, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTA.Villa del RosarioII	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Villa Rosario II, Cumana Municipio Sucre, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTA28DEDICIEMBRE	Asociación Civil Mesa Técnica 28 de Diciembre, Maracaibo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTABUMBUM	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Bumbum, Barinas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTACALLEJONELPOZON	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Callejón El Pozon, Barinas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTACHAPARRAL	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua El Chaparral, Maracaibo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTACO	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Cincuentenario Oeste, El Tigre. Municipio Simón Rodríguez, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTACONUCOSDELAPAZ	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Conucos de la Paz, Valera, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTACURARIRE	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Los Curarire, Maracaibo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTADONSAMUEL	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Don Samuel BARINAS, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTAELMANANTIAL	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua El Manantial, Chuhuruguara, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTAJABILLAL	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Jabillal, Santa Cruz de Bucaral, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTALAAARREAGAI	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua La Arreaga III, Maracaibo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTALABAJADADELRIO	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua LA Bajada del Rio, Valera, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTALaVertiente	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua La Vertiente, Barinas, Venezuela (Bolivarian Republic of);

ACMTALEONMIJARES	Asociación Civil Mesa Técnica José León Mijares I y II, Maracaibo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTALOSPINOS	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Los Pinos I y II, Maracaibo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTANATIEZEL	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Natiezel, Maracaibo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTAPFN	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua El Piache Futuro Norte, Municipio Marino. Nueva Esparta, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTAPINDIGENA	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua El Potente Indígena, Maracaibo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTAPMA	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Plan de la Mesa Altagracia, Cumana. Estado Sucre, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTAPRINCIPIO	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua El Principio, Maracaibo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTAQUEBRADASECAPIEDRADE	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Quebrada Seca Piedra de Agua, Valera, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTARAFaelURDANETA	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Rafael Urdaneta II, Maracaibo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTASAN MIGUEL	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua San Miguel, Valera, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTASANFRANCISCO	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua San Francisco, Barrancas, Barinas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTASANMARTINDELHUMO	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua San Martin del Humo, Valera, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTASANSEBASTIAN	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua San Sebastián II, Maracaibo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACMTAVALLEDELMOMBOY	Asociación Civil Mesa Técnica de Agua Valle del Momboy, Valera, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ACNM	Asociación Civil Niña Madre, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ADDREN	Asociación de Discapacitados “Renacer”, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
ADESU	Asociación Deportiva del Sur “ADESU”, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
ADPOC	Asociación de Profesionales Odontólogos-Cochabamba, Bolivia (Plurinational State of);
AFMR	Autoformación Misión Ribas, Caraballeda, Venezuela (Bolivarian Republic of);
AfOT	Asociation for Obvious Things, Murska Sobota, Slovenia
AGROLOGICAPERALTA	Agroecológica y Ecoturística Juan Sabas Peralta, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
AGUACLARA	Fundacion Aguaclara, Caracas Venezuela, Venezuela (Bolivarian Republic of);
AGUADEOBISPO	Mesa Técnica de Agua de Obispo, CARACAS, Venezuela (Bolivarian Republic of);
AI	Amnesty International, London, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland;
ALBACASA	Casa del Alba El Alto, Bolivia (Plurinational State of);
AMISTADVENEZUELA	Movimiento de Amistad con Venezuela, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
AMORGERE	Acción de Mujeres Organizadas por la Revolución, Coro, Venezuela (Bolivarian Republic of);

AMPARAMPI	Asociación de Mujeres Artesanas, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
APIVEN	Asociación de Pueblos Indígenas de Venezuela, Puerto Ayacucho, Venezuela (Bolivarian Republic of);
APRODIS	Asociación Civil sin Ánimos de Lucro pro Defensa de los Derechos de las Personas con Discapacidad, Maracaibo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
APSBE	Asociación Paceña de Softbol y Beisbol, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
ARGIMIROGABALDON	Comuna Socialista Argimiro Gabaldón, Barquisimeto, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ARLAC	Association des réfugiés de l'Amérique latine et les Caraïbes, Bruxelles, Belgium;
ARMRLI	Asociación de Rentistas Mineros Regional – Lllallagua, Potosí, Bolivia (Plurinational State of);
ASOARTRG	Asociación de Artesanos Rómulo Gallegos, Estado de Cojedes, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ASODACI	Asociación de Damas Ciegas, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ASOFMCMCS	Asociación Civil Frente de Mujeres Campesinas Manuelita Saenz, El Nula, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ASOVILUZ	Asociación Civil Vida y Luz, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
AVANZADORA	Comunas Juana La Avanzadora, Estado de Guarico, Venezuela (Bolivarian Republic of);
AVH	Asociacion Venezolana para la Hemofilia, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
AYLLUS	Comunidades Urbanas Sin Fronteras “Ayllus Urbanos”, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
BCGAGUA	Brigadas Comunitarias Guardianes del Agua, Maracaibo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
BGIGANTE	Comuna Brisas del Gran Gigante Federación, Churuguara Estado Falcon, Venezuela (Bolivarian Republic of);
BICA CIUDAD LOSADA	Brigada Integral Comunitaria de la E.B.N Ciudad Losada, Santa Teresa, Miranda, Venezuela (Bolivarian Republic of);
BICMF	Brigada Integral Comunitaria Mevorah Florentir, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
BICUEC Angel Maria Dalò	Brigada Integral Comunitaria de la U.E.C. Ángel María Daló, Guatire, Venezuela (Bolivarian Republic of);
BSOMOSCHAVEZ	Comuna Somos Chavez Carajo, Zaraza Estado Guarico, Venezuela (Bolivarian Republic of);
BUCARALAE	Agroecológica y Ecoturística Bucaral Unidos para Vencer, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CAOF	Comuna Agroturística Oso Frontino, El Carmen, Estado de Trujillo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CAP I	Comuna Alí Primera I, Tres de Febrero, Trujillo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CCDEP	Comuna Campesina Dios es Poder, Monte Carmelo, Trujillo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CCVA	Comuna Campesina Valle Alto, Monte Carmelo, Trujillo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CDLB	Comuna Chavez Socialista en el Corazón de la Barranca, Jose Cenobio Urribarri, Zulia, Venezuela (Bolivarian Republic of);

C E D B	Comuna Espada de Bolivar, Altagracia, Zulia, Venezuela (Bolivarian Republic of);
C E S E C	Comuna El Sur es Chávez, Barrancas, Monagas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
C E V	Comuna El Venerable, Jose Gregorio Hernández, Trujillo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
C I C	Comuna Indio Capaya, San Antonio, Monagas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
C J B C	Comuna Jesus Bolivar y Chavez, La Paz, Trujillo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
C L E D S	Comuna La Esperanza del Sur, San Simon Sur, Monagas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
C L G B D D	Comuna La Gran Bendición de Dios, Faria, Zulia, Venezuela (Bolivarian Republic of);
C L H	Comuna Luis Homez, Francisco E. Bustamante, Zulia, Venezuela (Bolivarian Republic of);
C M K	Comuna Muko-Kuicas, Trujillo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
C N M A	Comuna Nelio Meléndez Aguirre, Zulia, Venezuela (Bolivarian Republic of);
C R D C	Comuna Renacer del Comandante, Trujillo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
C S A	Comuna San Antonio, Trujillo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
C S A L	Comuna Socialista Agua Linda, Yaritagua, Yaracuy, Venezuela (Bolivarian Republic of);
C S J M	Comuna Socialista Juan Milla, Cocorote, Yaracuy, Venezuela (Bolivarian Republic of);
C S L P U P M	Comuna Socialista Lucha por un Pueblo Mejor, Campo Alegre, Trujillo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
C S M P	Comuna Socialista Mi Pais, El Carmen, Trujillo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
C S M V	Comuna Socialista Maximo Vizcaya, Campo Elias, Yaracuy, Venezuela (Bolivarian Republic of);
C S P C E C G	Comuna Socialista Popular y Chavista Ernesto Che Guevara, San Javier, Yaracuy, Venezuela (Bolivarian Republic of);
C S R R	Comuna Sabio Rafael Rangel, Trujillo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
C S Z	Comuna Sueño Zamorano, Trujillo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
C U P L P	Comuna Unidos por la Patria, Trujillo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
C U Y F S	Comuna Union y Fuerza Soberana, Trujillo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
C.C.A	Consejo Comunal Las Américas de la parroquia Calabozo Municipio Francisco de Miranda, Calabozo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
C.C.A.III	Consejo Comunal Los Aguacates II, San Juan de los Morros, Venezuela (Bolivarian Republic of);
C.C.A.R.V	Consejo Comunitario de Agua Ramo Verde, Los Teques, Venezuela (Bolivarian Republic of);
C.C.B.G	Consejo Comunal Banco Guanape, Altagracia de Orituco, Venezuela (Bolivarian Republic of);
C.H. FREYA	Centro Hispanoamericano para la Mujer FREYA, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);

C28J	Comuna 28 de Julio, Vargas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CAC	CCA Supaj Ñu Ñu, Los Teques, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CAFICULTORESDECRESCO	Caficultores de Crespo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CAGROINDUSTRIALRB	Comuna Agroindustrial Rio Buchi, Portuguesa, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CAMANECERDELA	Comuna Amanecer del Alba, Miranda, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CAPECDP	Comuna Ali Primera Cantor del Pueblo, Portuguesa, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CAPQ	Comuna Agraria Patria Querida, Miranda, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CARG	Comuna Agrícola Rio Guarico Sur, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CARI	Comuna Abuela Rosa Ines, Municipio Tinaquillo, Cojedes, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CASACBB	Asociación Casa del Alba- Cochabamba, Bolivia (Plurinational State of);
CATEDRAGUAICAIPURO	Asociación Civil “CÁTEDRA GUAICAIPURO”, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CATORONOIMA	Comuna Cacique Toronoima, Anzoategui, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CATSPC	Comuna Agroecologica Turistica Socialista Paula Correa, Municipio Jose Rafael Revenga, Aragua State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CAYCPDMAB	Comuna Agroturistica Y Cafetalera Pie De Monte Andino Barines, Municipio Bolivar, Barinas State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CBCH	Comuna Bolivar Y Chavez, Municipio Pedro Zaraza, Guárico State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CC Andres Eloy Blanco	Consejo Comunal Andres Eloy Blanco, San Carlos, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CC BIRUAQUITA	Consejo Comunal BIRUAQUITA 2016, San Fernando, Venezuela (Bolivarian Republic Of);
CC CAMPOMAR MANZANA 2	Consejo Comunal Campomar Manzana 2, Estado Nueva Esparta, Venezuela (Bolivarian Republic Of);
CC EL FUTURO NOTTE	Consejo Comunal El Futuro Norte, Estado Nueva Esparta, Venezuela (Bolivarian Republic Of);
CC El Potrero I	Consejo Comunal El Potrero I, San Carlos, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CC La Medinera Camoruco	Consejo Comunal La Medinera Sector Camoruco, San Carlos, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CC LA PAÑOLETA	Consejo Comunal La Pañoleta Parte Alta, Carayaca, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CC LOS SAMANES	Consejo Comunal LOS SAMANES 2016, SAN FERNANDO, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CC Miranda Sur	Consejo Comunal Miranda Sur, Tinaquillo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CC SANTA RUFINA 3	Consejo Comunal SANTA RUFINA 3, San Fernando, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CCA CCS - Los Teques	Consejo Comunitario De Agua Carretera Nacional Caracas – Los Teques, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);

CCA Clavellinos	Consejo Comunitario de Agua Clavellinos, Cariaco Municipio Ribero, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CCA LA ESPERANZA	Consejo Comunitario Del Agua La Esperanza Revolucionaria, Catia La Mar, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CCAP	Comuna Cafetalera Ali Primera, Municipio Bolivar, Barinas State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CCCALBA	Centro Cultural Cantar del Alba, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
CCCAROMADEC	Comuna Cayude Con Aroma De Café, Municipio Santa Ana, Falcon State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CCCF	Comuna Camilo Cien Fuego, Municipio Leonardo Infante, Guarico State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CCCH	Comuna Comandante Chavez, Municipio Pao, Cojedes State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CCCHARCOLARGO	Consejo Comunal Charco Largo, Cojedes, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CCCSP	Consejo Comunal Campesino Sabana De Paparo, Miranda, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CCCUATRICENTENARIO2ETAPA1	Consejo Comunal Urb Cuatricentenario 2 Etapa Bloque 1, Maracaibo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CCDMP	Comuna Corazón De Mi Patria, Municipio Pedro Zaraza, Guárico State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CCHPAV	Comuna Campochagua Por Amor A Venezuela, Municipio Mellado, Guarico State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CCPDCATIUNA	Comité Comunitario Personas Con Discapacidad Cacique Tiuna Parroquia Coche, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CCSAM	Comité Cívico De San Andrés De Machaca, Quinta Sección Municipal, Bolivia (Plurinational State of);
CCTRPICALI	Consejo Comunal Tropical I, Vargas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CDANAleman	Comuna Dr. Alirio Navarro Aleman, Municipio mauroa, falcon s state, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CDH-HAS	Colectivo Estudiantil De Derechos Humanos “Herbert Anaya Sanabria”, San Salvador, El Salvador;
CDH-UCAB	Centro De Derechos Humanos De La Universidad Católica Andrés Bello, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CEAAL	Consejo De Educación Popular De América Latina Y El Caribe Colectivo-Bolivia, Cochabamba, Bolivia (Plurinational State of);
CEAEV	Colectivo De Educacion Ambiental Estado Vargas, Macuto, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CEDESAKM	Centro Integral De Desarrollo Social Alternativo “Khuno Marka”, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
CEPAZ	Centro de Justicia y Paz, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CESDB	Comuna Espada Socialista De Bolivar, Municipio Anaco, Anzoategui State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CEZ	Comuna Ezequiel Zamora En Marcha, Municipio Pedro Zaraza, Guárico State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CFREVOLUCION	Colectivo Frente De Revolución Y Acción Popular, Portuguesa, Venezuela (Bolivarian Republic of);

CGMA	Comuna Gran Mariscal De Ayacucho, Municipio Juan Antonio Sotillo, Anzoategui State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CGMM	Comuna General Manuel Manrique, Municipio Ezequiel Zamora, Cojedes State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CHCF	Comuna Hugo Chavez Frias, Municipio Bolivar, Barinas State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CHCH	Comuna Hugo Chavez, Municipio Tinaquillo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CHIRIGUARE2006	Comuna Chiriguare 2006, Portuguesa, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CIDOB	Confederación de Pueblos Indígenas de Bolivia, Santa Cruz, Bolivia (Plurinational State of);
CINDIOCOROMOTO	Comuna Socialista Indio Coromoto, Portuguesa, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CIT	Comuna Indios Taramas, Vargas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CIUNUVI	Ciudadanos De La Nueva Vida, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CIVICUS	World Alliance For Citizen Participation, Johannesburg, South Africa;
CIVILIS	Civilis Derechos Humanos, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CJB	Coordinadora Juvenil de Bolivia, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
CJFRI	Comuna Jose Felix Ribas I, Municipio Cruz Paredes, Barinas State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CJMSDJ	Comuna Juramento Del Monte Sacro De Jadacaquiva, Municipio Falcon, Falcon S State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CJUANALAVANZADORA	Asociación Civil Colectivo Frente De Trabajadores Sociales Juana La Avanzadora, Cojedes, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CL24DEMARZO	Colectivo 24 De Marzo, Lara, Venezuela (Bolivarian Republic of);
Claesperanza	Comuna La Esperanza, Municipio Dabajuro, Falcon S State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CLGDHV	Comuna Los Guerreros De Hato Viejo, Municipio Barinas, Barinas State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CLOSHIJOSDELA	Comuna Los Hijos Del Arañero, Municipio Federacion, Falcon State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CLOSLUCHADORES	Comuna Los Luchadores, Municipio Romulo Gallegos, Cojedes State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CLSD	Comuna Lider Supremo, Municipio Pedro Zaraza, Guárico State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CMAZ	Comuna Mata Arzolera, Municipio Francisco De Miranda, Guarico State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CMD	Centro de la Mujer Dominicana de Puerto Rico, Inc., San Juan, Puerto Rico;
CMITARE	Comuna Mitare, Municipio Bolivar, Falcon State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CMST	Comuna Pedro Perez Delgado "Maisanta", Municipio Las Mercedes Del Llano, Guarico State, Venezuela (Bolivarian Republic of);

CNAMAQ	Consejo Nacional De Ayllus Y Marcas Del Qullasuyo, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
CNMCIQB BS	Confederacion Nacional De Mujeres Campesinas Indigenas Originarias De Bolivia Bartolina Sisa, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
CNUEVAINDEPENDENCIA	Comuna Una Nueva Independencia, Lara, Venezuela (Bolivarian Republic of);
COB	Central Obrera Boliviana, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
COCHA	Comuna Orinokia Chavista Y Revolucion, Municipio Leonardo Infante, Guarico State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
COCIPOBOL	Comité Cívico Popularde Bolivia, Oruro, Bolivia (Plurinational State of);
COCOCD2016	Consejo Comunal Carlos Diez Del Siervo, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
COCOTORO2016	Consejo Comunal Toromaima Ud5, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CODEHCIU	Comisión De Derechos Humanos Y Ciudadanía, Puerto Ordaz, Venezuela (Bolivarian Republic of);
COLCUAC	Colectivo Cultural Aguacero De Colores, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
COLECTIVOCCALLE	Colectivo Cine Calle, Miranda, Venezuela (Bolivarian Republic of);
COLMDIP	Colectivo De Maestranes En Derecho Internacional Publico, Merida, Venezuela (Bolivarian Republic of);
COLUMNASUR	Organización Social Juvenil "Columna Sur",Cachabamba, Bolivia (Plurinational State of);
COMLOSC	Comuna Los Caciques, Municipio Bolivar, Falcon State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
COMSOJUBAA	Comuna Socialista Juan Bautista Arismendi, Casacoima, Venezuela (Bolivarian Republic of);
COMUNA13ADESPERATUNPUEBLO	Comuna 13 De Abril El Despertar De Un Pueblo, Portuguesa, Venezuela (Bolivarian Republic of);
COMUNAGROPECUARIASCC	Comuna Agropecuaria Socialista Cacique Coromoto, portuguesa, Venezuela (Bolivarian Republic of);
COMUNAMARIATERESA	Comuna Socialista Maria Teresa Angulo, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
COMUNRIBAS	Comuna Jf Ribas, Guarico, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CONALJUVE	Confederación Nacional De Juntas Vecinales De Bolivia, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
CONARGUA	Consejo De Artesanos De Guacara, Guacara, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CONATRANSO	Comisión Nacional De Transporte Masivo De Los Trabajadores Socialistas Conatranso, Aragua, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CONBIVE	Confederación Bolivariana Indígena de Venezuela, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CONCORVT	Consejo Comunal Renacer de los Vencedores de la Trilla, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CONSEJONACIONALDDHH	Consejo Nacional Para La Defensa De Los DDHH Jose Félix Ribas I, miranda, Venezuela (Bolivarian Republic of);

COPADOSO	Consejo Patriótico De Docentes Socialistas Del Estado Anzoátegui, Puerto La Cruz, Venezuela (Bolivarian Republic of);
COPPMCONSTDH	Consejo Del Poder Popular Moral Constitucional En Los Derechos Humanos, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CORAZONDEMIPATRIAMORACHAV	Corazón De Mi Patria Por Amor A Chávez, Delta Amacuro, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CORONEJOSEMP	Comuna Coronel Jose Mariano Peraza, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CPB	Comuna Piritu Becerra, Municipio Francisco De Miranda, Guarico State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CPCBARALT	Consejo Popular De Comunicacion Baralt, Maracaibo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CPDCCH	Comuna Pensamiento Del Comandante, Municipio Romulo Gallegos, Cojedes State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CPDFASSMHFMR	Consejo Patriótico De Derechos Fundación Acción Social San Miguel Y Hermanos Frente Muller Rojas, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CPEZEQUIELZAMORA	Comuna Paso Ezequiel Zamora, Portuguesa, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CPFDO	Comuna Productiva Faja Del Orinoco, Municipio Monagas, Anzoategui State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CPGJAA	Comuna Productiva General Jose Antonio Anzoategui, Municipio Aragua, Anzoategui State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CPHPATRIA	Campamento De Pioneros Hijos De La Patria, Anzoategui, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CPLCDB	Comuna Por Los Caminos De Bolivar, Municipio Tinaquillo, Cojedes State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CPPAGRICOLA	Consejo De Productores Y Productoras Agricolas Guillermo Ribas, Miranda, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CPR	Comuna Productores Revolucionarios, Municipio Francisco De Miranda, Guarico State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CPROZULIA	Conglomerado Productivo Zulia, Maracaibo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CQH	Comuna Quebrada Honda, Municipio Pedro Zaraza, Guárico State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CRES	Comuna Rio Espinito, Municipio Leonardo Infante, Guarico State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CRNR	Comuna Al Rescate De Nuestras Raices, Vargas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CRP 91.5 FM	Fundación Colectivo Radiofílmico Petare, Municipio Sucre (Estado Miranda), Venezuela (Bolivarian Republic of);
CRZVTYHL	Comuna Rural Zamora Vive Tierra Y Hombres Libres, Municipio Anaco, Anzoategui State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CSAACVENEZUELA	Confederación Socialista Amas Y Amos De Casa De Venezuela Miranda, Venezuela (Bolivarian Republic of);

CSANTARDC	Comuna Santa Rita De Casia,Municipio Falcon, Falcon State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CSASROBINSON	Comuna Socialista Agropecuaria Samuel Robinson, Portuguesa, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CSBEDDG	Comuna Comuna Socialista Bolivariana Eje Dolores De Guanarito Municipio Sosa, Barinas State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CSC	Comite De Solidaridad Con Cuba En Puerto Rico,San Juan,Puerto Rico;
CSCLPRGU	Comuna Socialista Cordoncito Las Peñitas Rafael Guillermo Urdaneta Municipio San Casimiro, Aragua State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CSCOJEDES	Comuna Sur Cojedes,Municipio Girardot, Cojedes State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CSELIDAB	Comuna Socialista Elida Bustillos,Coro,Venezuela (Bolivarian Republic of);
CSGEZ	Comuna Socialista Generalisimo Ezequiel Zamora Municipio Antonio Jose De Sucre, Barinas State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CSLDLPBOLÍVARYCHÁVEZ	Comuna Socialista Luchadores De La Patria Bolívar Y Chávez Lara, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CSP	Comuna San Pablo,Municipio Cajigal, Anzoategui State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CSPRG	Comuna Socialista Productiva Rio Guanape,Municipio Carvajal, Anzoategui State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CSUTCB	Confederación Sindical Única De Trabajadores Campesinos De Bolivia La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
CSUTCPPD	Central Sindical Única De Trabajadores Campesinos De La Provincia Pantaleón Dalence,Oruro, Bolivia (Plurinational State of);
CSVALLEDESURUGUAPAY	Comuna Socialista Valles De Suruguapay,Portuguesa,Venezuela (Bolivarian Republic of);
CTEUB	Confederación De Trabajadores De Educación Urbana De Bolivia La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
CUC	Comite De Unidad Campesina,Guatemala,Guatemala;
CUMBRECCA	Cumbre Roja,Los Teques,Venezuela (Bolivarian Republic of);
CUNR	Comuna Unidos En Revolucion,Municipio Las Mercedes Del Llano, Guarico State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CUPUMISMACAUSA	Comuna Unidos Por Una Misma Causa,,Lara,Venezuela (Bolivarian Republic of);
CUVENCEREMOS	Comuna Unidos Venceremos, Lara,Venezuela (Bolivarian Republic of);
CVDMOROTURO	Comuna Valle De Moroturo, Lara, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CVESIEMPRE	Comuna Venceremos Siempre, Lara, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CVG	Comité De Víctimas De La Guarimba, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CWP	Color Of Water Project (Boston),Boston,United States of America;

CZVETDR	Comuna Zamora Vive En Tierra De Ricaurte, Municipio Ricaurte, Cojedes State, Venezuela (Bolivarian Republic of);
DEFENSORESDDHH	Asociación Civil Defensores De Derechos Humanos, Cartanal, Venezuela (Bolivarian Republic of);
DHI	Desarrollo Humano Integral, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
DID	Asociación De La Discapacidad Inclusión Y Desarrollo, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
DNYB	Dúo Negro Y Blanco, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
EATOÑO	El Atoj Antoño, Cochabamba, Bolivia (Plurinational State of);
ECOPRODUCTIVAAGUASA	Socialista Y Revolucionaria Ecoproductiva Agua Sagrada Terepaima Barquisimeto, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ECOUKAMAU	Asociación De Productores Ecológicos "UKAMAU", La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
EDGARRODRIGUEZC	Comuna Edgar Rodríguez , Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
EJERCITOEMANCIPADOR	Movimiento Social Ejercito Emancipador, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ELGEN	Agrupación Cultural El Gen, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
ENFP	Escuela Nacional De Formación Política, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
ENSHISPANISTASCLUB	Ens Hispanistas Club, Porto-Novo, Benin;
EPAC	Espacio Público, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
EPC	Editorial Pensamiento Critico, San Juan, Puerto Rico;
EVV	Escuela De Vecinos De Venezuela, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
F P V	Foro Penal Venezolano, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FAA	Movimiento Social Fundación Abrazando Con El Alma, Estado Miranda, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FCPCAE	Frente De Los Consejos Populares Contra El Acaparamiento Y La Especulación, Distrito capital, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FDIM	Federación Democrática Internacional De Mujeres, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FENASOPADRES_VENEZUELA	Federación Nacional De Sociedades De Padres Y Representantes (Fenasopadres), Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FENCOMIN	Federación Nacional De Cooperativas Mineras, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
FJOISESCRISTOSANA	Fundación Joisescristo Sana, Distrito capital, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FLUZPARATODOS	Fundación La Luz Brilla Para Todos, distrito Capital, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FMB200 ANZ	Frente De Mujeres Bicentenario 200 (Anzoátegui), Puerto La Cruz, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FMCACIQUEURIMARE	Frente De Mujeres Cacique Urimare, Falcón, Venezuela (Bolivarian Republic of);

FMIZAMORAEBARLOVENTO	Fuerza Motorizada Única De Integración De Plaza Zamora Eje Barlovento, Miranda, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FMNEGRAMATEA	Frente De Mujeres Negra Matea, Sucre, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FMOTOFARQ	Fuerza Motorizada Comunitaria De Venezuela Franco Arquimedes Sección Zulia, Maracaibo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FMRLARA	Frente Miuler Rojas, Lara, Venezuela (Bolivarian Republic of);
F MSPATRIOTAS	Fundacion Movimiento Social De Patriotas, Miranda, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FNAMMV	Frente Nacional Adulto Mayor Mauro Vive, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FNPTHIDROCAR	Frente Nacional Revolucionario De Profesionales Y Tecnicos De Hidrocarburos Jose Antonio Anzoategui, Barcelona, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FPHUGOCHAVEZ	Frente Patriótico Hugo Chávez, Distrito capital, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FPPECONOMIAC	Fundación Para La Promoción De La Economía Comunal, Distrito capital, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FRENDIZUL	Frente De La Sexodiversidad Del Zulia, Maracaibo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FRENTAL2016	Frente Alberto Lovera, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FRENTEGENERODIVERSO	Frente Socialista De La Sexo Genero Diversidad, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FRIOSPOPULAR	Fuerza Rebelde De Integración Y Organización De La Soberanía Popular, Lara, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FRPOIAMA	Fundación Para El Rescate, Protección Y Orientación De La Infancia Y Adolescencia Maltratada O Abandonada, Miranda, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FRV	Fundacion Reflejos De Venezuela, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FSTTEDUNE	Frente Socialista Bolivariano De Trabajadoras Y Trabajadores De La Educación Estado Nueva Esparta, Nueva Esparta, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FSUTCO	Federación Sindical Única De Trabajadores Campesinos De Oruro, Bolivia (Plurinational State of);
FTELAPO	Frente Bolivariano La Ponderosa, Barcelona, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FTRANSMATPRI	Frente Transformación De Materia Prima, Yaracuy, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FTT	Fire This Time Movement For Social Justice, Vancouver, Canada;
FUNCAMAMA	Funcamama, Valencia, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FUNDACIONBOLIVARIANADDHH	Fundación Bolivariana Nacional Derechos Humanos Para El Poder Popular, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FUNDACIONURQUIA	Fundacion Centro Nacional De Investigacion Accion Participativa Urquia, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FUNDEDHIZ	Fundación Para La Defensa Integral De Los Derechos Humanos De Los Pueblos Y Comunidades Indígenas Del

	Estado Zulia, Maracaibo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FUPEGMVZLA	Fundación Pequeño Gran Mundo Venezuela, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
FVRP	Fundacion Venezolana De Retinosis Pigmentaria, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
GCC	Género Con Clase, Valencia, Venezuela (Bolivarian Republic of);
GRANMA	Comuna Gran Mariscal Antonio Jose De Sucre, Delta Amacuro, Venezuela (Bolivarian Republic of);
HAY ALGUIEN ALLÍ	Fundación Hay Alguien Allí, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
HEROICAM	Comuna Heroína Manuela Saenz, Guarico, Venezuela (Bolivarian Republic of);
HRW	Human Rights Watch, Geneva, Switzerland;
IHRC-OU Norman, Oklahoma	International Human Rights Clinic, Norman, Oklahoma, United States of America;
IPYS Venezuela	Instituto Prensa Y Sociedad De Venezuela, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
JEIP	Jóvenes En La Inclusión Participativa, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
JIMU	Jiyawa Música, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
JOSEFAJS	Comuna Socialista Josefa Joaquina Sanchez, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
JUANALAMONAGAS	Comuna Juana Ramírez La Avanzadora, Monagas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
JUANAS	Organización Juana Azurduy De Padilla, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
LA MONTAÑITA	Base De Misiones La Montañita, Valera, Venezuela (Bolivarian Republic of);
CASLA INSTITUTE	Casla Institute Ops, Praga, Czech Republic;
LARALALUCHASIGUE	La Lucha Sigue, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
LOLIMANPIA	Comunca Los Libertadores De Manuel Piar, Casacoima, Venezuela (Bolivarian Republic of);
LUCHADORESDELP	Luchadores Del Peñon De Los Gayones, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
LUCHADORESSOC	Consejo Comunal Luchadores Socialistas, Estado Aragua, Venezuela (Bolivarian Republic of);
M.T.A.C.A	Mesa Técnica De Agua El Campito – Aeropuerto, San Juan de los Morros, Venezuela (Bolivarian Republic of);
M.T.A.E.P.III	Mesa Técnica De Agua El Paural Iii, Altigracia De Orituco, Venezuela (Bolivarian Republic Of);
M.T.A.G	Mesa Técnica De Agua Gamelotar, Altigracia De Orituco, Venezuela (Bolivarian Republic Of);
M.T.A.V.2	Mesa Técnica De Agua Las Veritas 2, Calabozo, Venezuela (Bolivarian Republic Of);
MACMTA SAN FRANCISCO	Mancomunidad Mesas Técnicas De Agua San Francisco, Mirimire, Venezuela (Bolivarian Republic Of);
MBCCPORLAPAZ	Movimiento Bolivariano De Colombianas Y Colombianos Por La Paz, Miranda, Venezuela (Bolivarian Republic of);
MBOLAROENO	Movimiento Bolivariano Aroño, Aroa Estado Yaracuy, Venezuela (Bolivarian Republic of);
MCZETCKIN	Movimiento De Mujeres Clara Zetkin, Tucupita, Venezuela (Bolivarian Republic of);

MEZEQUIELZST	Movimiento Social Ezequiel Zamora Somos Todos, Ciudad Bolivar, Venezuela (Bolivarian Republic of);
MINASDEBURIA	Minas De Buria, Barquisimeto, Venezuela (Bolivarian Republic of);
MIR200	Movimiento Independiente Revolucionario 200, Sucre, Venezuela (Bolivarian Republic of);
MJCMLARA	Movimiento Jose Carlos Mariategui, Barquisimeto Lara, Venezuela (Bolivarian Republic of);
MJSOC	Mision Justicia Socialista, Merida, Venezuela (Bolivarian Republic of);
MOBOLPATRIA	Movimiento Bolivariano De La Patria Grande Hugo Chavez Frias, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
MOSOABYA	Movimiento Social Abya Yala, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
MOV15ENERO	Movimiento 15 De Enero, Sucre, Venezuela (Bolivarian Republic of);
MOVBOLPG	Movimiento Bolivariano De La Patria Grande (MBPG), Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
MOVFEMPOP	Movimiento Feminista Popular, Valencia, Venezuela (Bolivarian Republic of);
MOVINOTINTO	Asociación Civil Movimiento Vinotinto, Barquisimeto, Venezuela (Bolivarian Republic of);
MOVREVMJCTU	Movimiento Revolucionario De Mujeres Josefa Camejo Tupamaro, Guacara, Venezuela (Bolivarian Republic of);
MOVSLBPF@gmx.com	Movimiento Social Luis Beltran Prieto Figueroa, Ciudad Bolivar, Venezuela (Bolivarian Republic of);
MPALIPRIMERA	Movimiento Popular Alí Primera, Machiques, Venezuela (Bolivarian Republic of);
MPARAGUANA	Movimiento De Pobladores Paraguana, Paraguana, Venezuela (Bolivarian Republic of);
MSBHUGOCHAVEZ	Movimiento Social Bolivariano Hugo Chávez, Miranda, Venezuela (Bolivarian Republic of);
MSC	Movimiento De Solidaridad Con Cuba, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
MSCG4F	Movimiento Social Colectivo Generación 4F Por La Paz Y La Vida Zulia, Maracaibo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
MSCHAVEZVIVE	Movimiento Social Chavez Vive Por Siempre, Sucre, Venezuela (Bolivarian Republic of);
MSFCDRYTVLM	Movimiento Social Fundación Comunitaria De Radio Y TV La Misión, Cabimas - Edo. Zulia, Venezuela (Bolivarian Republic of);
MSLM	Movimiento Social Llegó Maita, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
MSMT	Movimiento Social Mujeres Por La Tierra, Maracaibo - Edo. Zulia, Venezuela (Bolivarian Republic of);
MTA	Mesa Técnica Del Agua 12 De Febrero, San Fernando, Venezuela (Bolivarian Republic of);
MTA CAUJARITO 2016	Mesa Técnica Del Agua Cajuarito, San Fernando, Venezuela (Bolivarian Republic Of);
MTA LA TRINIDAD	Mesa Técnica Del Agua La Trinidad 2, San Fernando, Venezuela (Bolivarian Republic of);
MTA Las Colinas	Mesa Técnica Del Agua Las Colinas. Sala De Gestión Comunitaria Yare. Miranda, Venezuela (Bolivarian Republic of);

MTA Madre Juliana	Madre Juliana, Los Teques, Venezuela (Bolivarian Republic of);
MUDERES	Mujeres Por Los Derechos, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
MUSIFO	Mujeres Sin Fronteras, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
NOTIVECINOS	Grupo Notivecinos, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ODP	Observatorio De Los Derechos De Propiedad, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
Omega Research Foundation	Omega Research Foundation, Manchester, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland;
OMIAW	Organización De Mujeres Indígenas Amazónicas Wanaaleru, Puerto Ayacucho, Venezuela (Bolivarian Republic of);
OMMJAP	Organización Matriz De Mujeres Juan Azurduy De Padilla, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
ONG GPD	Ong La Grande Puissance De Dieu, Cotonou, Benin;
ONG UJPD	Union Des Jeunes Pour Le Progres Et Le Developpement, Cotonou, Benin;
OTSOAAM	Organización De Trabajo Socio Ambiental De La Amazonia Wataniba, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
OVCS	Observatorio Venezolano De Conflictividad Social (OVCS), Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
OVP	Observatorio Venezolano De Prisiones, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
PACHAKUTI	Coordinadora Departamental De Personas Con Discapacidad De La Paz, El Alto, Bolivia (Plurinational State of);
PACHAKUTIK	Federación De Organizaciones Comunitarias De Personas Con Discapacidad Y Deficiencia Del Departamento De La Paz (FOCPEDD-LP), El Alto, Bolivia (Plurinational State of);
PAS	Participación Activa Y Social, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
PC 18 de Mayo	Proyecto Comunitario 18 De Mayo, Guatire, Venezuela (Bolivarian Republic of);
PC El Cercado	Proyecto Comunitario El Cercado, Guarenas, Guarenas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
PC Vista Hermosa	Proyecto Comunitario Vista Hermosa, Guarenas, Guarenas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
PC Quebrada Seca Sur Oest	Proyecto Comunitario Quebrada Seca Sur Oeste, Guatire, Venezuela (Bolivarian Republic of);
PEQTE	Pequeño Teatro, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
PetroBolivia	Federación Sindical De Trabajadores Petroleros De Bolivia, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
PORSIEMPRECE	Comuna Por Siempre Comandante Eterno, Barquisimeto, Venezuela (Bolivarian Republic of);
PROVEA	Programa Venezolano De Educación Acción En Derechos Humanos, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic Of);
ProVene	Fundación Pro Bono Venezuela, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
Proyecto Sentido Común	Proyecto Sentido Común, Cagua, Venezuela (Bolivarian Republic of);

PRUDENCIOPINEDA	Comuna Socialista Prudencio Pineda, Barquisimeto, Venezuela (Bolivarian Republic of);
PUENTE SUR VENEZUELA	Puente Sur Venezuela, El Recreo, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
Puntarji	Puntarji, Most na Soči, Slovenia;
PV	People's Voice, Vancouver, Canada;
R3RND	Colectivo R3 La Revolucion No Domestica, Maracaibo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
Radio Cambur	Fundación De Radiodifusión Sonora Comunitaria Cambur, Maracay, Venezuela (Bolivarian Republic of);
RADIOCLAFUERTE	Radio Comunitaria La Fuerte 100.1 FM, Miranda, Venezuela (Bolivarian Republic of);
RAV	Red De Afro-Descendientes De Venezuela, San Jose Barlovento- Miranda state, Venezuela (Bolivarian Republic of);
RCB	Fundación Radiodifusora Y TV Abierta Radio Catedral Bolivariana, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
REDINQUILINOS	Red De Defensa Del Inquilino Y El Propietario, Barinas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
RENADDHH	Fundación Red Nacional De Derechos Humanos, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
REVOLUCIONARIOSDEBCM	Comuna Revolucionarios De BURIA Con El Cuartel De La Montaña , Barquisimeto, Venezuela (Bolivarian Republic of);
RMI	Red Metropolitana De Inquilinos, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ROA	Red De Organizaciones Afrovenezolanas, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
ROMPELANOR	Movimiento Social Rompiendo La Norma , Estado Carabobo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
RSF-RWB	Reporters Without Borders International, Paris, France;
S.G.C.A.T	Sala De Gestion Comunitaria Del Agua La Trinidad, Calabozo, Venezuela (Bolivarian Republic Of);
Salud/Linfomas	Asociación Venezolana De Amigos Con Linfoma – Aval, San Juan - Guárico, Venezuela (Bolivarian Republic of);
SaludCochabamba	Sector Salud Departamental Cochabamba, Cochabamba, Bolivia (Plurinational State of);
SAN RAFAEL	Comuna Los Cocuineros, Tucupita, Venezuela (Bolivarian Republic of);
SANTIAGOYSANTAANA	Comuna Santiago Y Santa Ana ,Barquisimeto, Venezuela (Bolivarian Republic of);
SAR	Scholars At Risk Network, New York, NY, United States of America;
SemJuv	Semilla Juvenil, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
SENOSAYUDA	Senosayuda, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
SFIRTINITRO	Sindicato FIRTINITRO, Anzoategui, Venezuela (Bolivarian Republic of);
SGCA	Sala De Gestión Comunitaria Del Agua Carlos Soubllette, Carlos Soubllette, Venezuela (Bolivarian Republic of);
SGCA GUARENAS	Sala De Gestion Comunitaria Del Agua Guarenas, Guarenas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
SGCA Macarao Las Adjuntas	Sala De Gestion Comunitaria Del Agua De Macarao - Las Adjuntas, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
SINERGIA	Sinergia, Asociación Nacional De Organizaciones De La Sociedad Civil, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);

SKO	Skupina Kazenska Ovadba, Ljubljana, Slovenia;
SOCIALISMOCOMOOOLVIDARTE	Comuna Socialista Como Olvidarte Comandante, Barquisimeto, Venezuela (Bolivarian Republic of);
SOCIALISMODELCAMPO	Comuna Socialista Del Campo, Barquisimeto, Venezuela (Bolivarian Republic of);
SOCIALISTAAP	Comuna Socialista Ascencion Piñero, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
SOCIALISTACAFETALERA	Comuna Socialista Cafetalera Cerro El Pingano, Barquisimeto, Venezuela (Bolivarian Republic of);
SOCIALISTACERROAZUL	Comuna Socialista Cerro Azul, Monagas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
SOCIALISTACG	Comuna Socialista Che Guevara, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
SOCIALISTAECOARTE	Comuna Socialista Ecoturistica Artesanal Cacique Terepaima, Barquisimeto, Venezuela (Bolivarian Republic of);
SOCIALISTAELGUAICALNA	Comuna Socialista El Guaical Un Nuevo Amanecer, Barquisimeto, Venezuela (Bolivarian Republic of);
SOCIALISTAESPERANZARE	Comuna Socialista Esperanza Revolucionaria, Barquisimeto, Venezuela (Bolivarian Republic of);
SOCIALISTAESTRELLASF	Comuna Socialista Estrellas Del Futuro, Barquisimeto, Venezuela (Bolivarian Republic Of);
SOCIALISTAGENERALJ	Comuna Socialista General Jose Rafael Montilla “El Tigre De Guaito”, Barquisimeto, Venezuela (Bolivarian Republic Of);
SOCIALISTAGRANCASPO	Comuna Socialista Gran Caspo, Barquisimeto, Venezuela (Bolivarian Republic Of);
SOCIALISTAINDIOXAGUAS	Comuna Socialista Indio Xaguas, Barquisimeto, Venezuela (Bolivarian Republic Of);
SOCIALISTAJOSETORBELLO	Comuna Socialista Jose Torbello, Barquisimeto, Venezuela (Bolivarian Republic Of);
SOCIALISTALLS	Comuna Socialista La Lucha Sigue, Barquisimeto, Venezuela (Bolivarian Republic Of);
SOCIALISTAMANUELITAS	Comuna Socialista Manuelita Saenz, Barquisimeto, Venezuela (Bolivarian Republic Of);
SOCIALISTANEGROM	Comuna Socialista Negro Miguel, Barquisimeto, Venezuela (Bolivarian Republic Of);
SOCIALISTAQUINTINOAL	Comuna Socialista Quintino Alvarado, Barquisimeto, Venezuela (Bolivarian Republic Of);
SOCIALISTAVOZREI	Comuna Socialista S Voz De La Revolucion, Barquisimeto, Venezuela (Bolivarian Republic Of);
SOMOSCAPACES	Somos Capaces Movimiento Hugo Chávez, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic Of);
SOTSS	Stories Of The Salish Seas, Vancouver, Canada;
SPBA	Sociedad De Profesionales Bolivianos Del “Alba”, La Paz, Bolivia (Plurinational State Of);
SPR	Comuna Socialista Pueblo En Revolución, Delta Amacuro, Venezuela (Bolivarian Republic of);
TCC	The Carter Center, Atlanta, United States of America;
TFA	Task Force On The Americas, Larkspur, United States of America;
TINKU	Movimiento Red Tinku De Bolivia, Cochabamba, Bolivia (Plurinational State of);
TransparenciaVenezuela	Transparencia Venezuela, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);

TSCB	Trabajadores Sociales Comunitarios De Bolivia, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
TSIMANE	Sub Consejo Tsimane Regional La Paz, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
TV Caricuaao	Fundación TV Caricuaao, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
UE José Leonardo Chirinos	Unidad Educativa Jose Leonardo Chirinos, Cordero, Venezuela (Bolivarian Republic of);
UKAMAU	Fundacion Grupo Ukamau, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
UMBO	Union De Mujeres De Bolivia, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
UNAF	Unión Afirmativa De Venezuela, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
UNCOSUR	Comuna Uncosur, Monagas, Venezuela (Bolivarian Republic Of);
UNIDADJUANBS	Comuna Juan Bautista Sierralta, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic Of);
UVAL	Una Ventana A La Libertad, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
VeneDiver	Venezuela Diversa Asociación Civil, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
VIDBAR	Videoteca Barbarroja, La Paz, Bolivia (Plurinational State of);
VZLATRASCENDENTAL	Venezuela Trascendental, Distrito Capital, Venezuela (Bolivarian Republic of).
Joint submissions:	
JS1	Federación de Centros Universitarios de la Universidad Central de Venezuela, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
JS2	Joint Submission No. 2 by 104 organizations and y 318 associates: Asociación Cubana de las Naciones Unidas conformada por 104 organizaciones (Asociación Nacional de Economistas y Contadores; Unión Nacional de Arquitectos e Ingenieros de la Construcción de Cuba; Sociedad Nacional de la Cruz Roja Cubana; Unión de Escritores y Artistas de Cuba; Asociación Bomberos Voluntarios de Cuba; Centro de Intercambio y Referencia de Iniciativa Comunitaria; Central de Trabajadores de Cuba; Sociedad Cubana para la Promoción de las Fuentes Renovables de Energía y el Respeto Ambiental. Cubasolar; Brigadas Técnicas Juveniles; Consejo de Iglesias de Cuba; Fundación “Antonio Núñez Jiménez” de la Naturaleza y el Hombre; Fundación “Fernando Ortiz”; Fundación del Nuevo Cine Latinoamericano; Sociedad Cubana de Geología; Sociedad Cultural José Martí; Sociedad Económica de Amigos del País; Unión De Periodistas de Cuba; Asociación de Pedagogos de Cuba; Federación de Mujeres Cubanas; Centro “Oscar Arnulfo Romero”; Asociación Cubana de Producción Animal; Asociación Cubana de Técnicos Agrícolas y Forestales; Asociación de Técnicos Azucareros de Cuba; Federación Cubana de Actividades Subacuáticas; Sociedad Cubana para la Protección del Medioambiente (Pro-Naturaleza); Sociedad Cubana de Investigaciones Filosóficas; Sociedad Meteorológica de Cuba; Asociación Médica del Caribe;

Centro Félix Varela; Consejo Nacional de Sociedades Científicas de la Salud; Federación Cubana del Deporte Canino; Movimiento Cubano Por La Paz y La Soberanía de los Pueblos; Sociedad Cubana de Alergia, Asma e Inmunología Clínica; Sociedad Cubana de Anatomía Patológica; Sociedad Cubana de Anestesiología y Reanimación; Sociedad Cubana de Angiología y Cirugía Cardiovascular; Sociedad Cubana de Antropología Biológica; Sociedad Cubana de Aterosclerosis; Sociedad Cubana de Bioingeniería; Sociedad Cubana de Cardiología; Sociedad Cubana de Ciencias Farmacéuticas; Sociedad Cubana de Ciencias Fisiológicas; Sociedad Cubana de Ciencias Morfológicas; Sociedad Cubana de Cirugía; Sociedad Cubana de Cirugía Endoscópica; Sociedad Cubana de Cirugía Maxilofacial; Sociedad Cubana de Cirugía Pediátrica; Sociedad Cubana de Cirugía Plástica y Caumatología; Sociedad Cubana de Coloproctología; Sociedad Cubana de Dermatología; Sociedad Cubana de Educación en Ciencias de la Salud; Sociedad Cubana de Endocrinología; Sociedad Cubana de Enfermería; Sociedad Cubana de Estomatología; Sociedad Cubana de Estudios Ortodóncicos; Sociedad Cubana de Farmacología; Sociedad Cubana de Gastroenterología; Sociedad Cubana de Gerontología y Geriátrica; Sociedad Cubana de Hematología; Sociedad Cubana de Higiene y Epidemiología; Sociedad Cubana de Historia de la Medicina; Sociedad Cubana de Imagenología; Sociedad Cubana de Informática Médica; Sociedad Cubana de Inmunología; Sociedad Cubana de Medicina Bioenergética y Naturalista; Sociedad Cubana de Medicina Familiar; Sociedad Cubana de Medicina Física y Rehabilitación; Sociedad Cubana de Medicina Intensiva y de Emergencia; Sociedad Cubana de Medicina Interna; Sociedad Cubana de Medicina Legal; Sociedad Cubana de Microbiología y Parasitología; Sociedad Cubana de Nefrología; Sociedad Cubana de Neumología; Sociedad Cubana de Neurociencias; Sociedad Cubana de Neurología y Neurocirugía; Sociedad Cubana de Nutrición; Sociedad Cubana de Obstetricia y Ginecología; Sociedad Cubana de Oftalmología; Sociedad Cubana de Oncología; Sociedad Cubana de Ortopedia y Traumatología; Sociedad Cubana de Otorrinolaringología; Sociedad Cubana de Patología Clínica; Sociedad Cubana de Pediatría; Sociedad Cubana de Periodoncia; Sociedad Cubana de Prótesis Estomatológica; Sociedad Cubana de Psicología De La Salud; Sociedad Cubana de Psiquiatría; Sociedad Cubana de Retinosis Pigmentaria; Sociedad Cubana de Reumatología; Sociedad Cubana de Salud Pública; Sociedad Cubana de Toxicología; Sociedad Cubana de Trabajadores Sociales de la Salud; Sociedad Cubana de Urología; Sociedad Cubana para el Estudio Multidisciplinario de la Sexualidad; Unión Árabe de Cuba; Asociación Cubana de Limitados Físico-Motora; Asociación Nacional del Ciego; Asociación Nacional de Sordos de Cuba; Centro de Estudios sobre la Juventud; Fundación “Nicolás Guillén”; Sociedad Cubana de

- JS3 Esperanto; Asociacion Espiritista Kardeciana Cruzada “Cabildo Quisicuaba” and Sociedad Civil Patrimonio, Comunidad y Medioambiente), La Habana, Cuba; Joint Submission No. 3 by 2 organization: Acción Solidaria en VIH/Sida y Stop VIH, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic; of);
- JS4 Joint Submission No. 4 by 2 organizations: Acción Campesina y Sinergia, Los Teques, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS5 Joint Submission No. 5 by 2 organizations: Asociación Civil de Planificación Familiar (PLAFAM) con la colaboración de la Iniciativa por los Derechos Sexuales (SRI), Buenos Aires, Argentina;
- JS6 Joint Submission No. 6 by 5 organizations: Centro de Justicia y Paz (CEPAZ); Asociación Venezolana para una Educación Sexual Alternativa, (AVESA); Género, Democracias y DDHH (GENDHU); Centro Hispanoamericano para la Mujer FREYA y la Clínica Jurídica de Derechos Humanos de la Universidad Católica Andrés Bello, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS7 Joint Submission No. 7 by 10 organizations: Consejo Comunitario de Agua Cojedes. Integran La Coalición: Consejo Comunal El Potrero, Consejo Comunal Monseñor Padilla, Consejo Comunal Andrés Eloy Blanco, Consejo Comunal Limoncito I, Consejo Comunal Medinera, Consejo Comunal Casa De Madera, Consejo Comunal Caja De Agua, Consejo Comunal Casas De Chaguaramos, Consejo Comunal Mapurite y Consejo Comunal Renacer, Tinaco, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS8 Joint Submission No. 8 by 12 organizations: Comuna Unidos por la Revolución, conformada por 12 comunidades, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS9 Joint Submission No. 9 by 2 organizations: la Comisión de Derechos Humanos de la Facultad de Ciencias Jurídicas y Políticas de la Universidad del Zulia, Aula Abierta Venezuela y Acción Zuliana por la Vida, Maracaibo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS10 Joint Submission No. 10 by 12 organizations: the Network for Human Rights of Children and Adolescents (NNA) of Venezuela: CECODAP, Instituto Investigaciones Jurídicas-UCAB, Fundación Luz y Vida, CENDIF-UNIMET, FIPAN, A.C. Red de Casas Don Bosco, Asociación Civil VIVIR, Fe y Alegría, Asociación Venezolana de Justicia Social, Cátedra de la Paz y Derechos Humanos Mons. Oscar A. Romero/Universidad de Los Andes/Estado Mérida y Asociación Muchachos de la Calle, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS11 Joint Submission No. 11 by 40 organizations: el Observatorio Venezolano de los Derechos Humanos de las Mujeres, conformado por una red de 40 organizaciones: Centro de Investigación Social, Formación y Estudios de la Mujer. CISFEM; Federación Venezolana de Abogadas; Asociación Venezolana para una Educación Sexual Alternativa. AVESA; Fundación para la Prevención de la Violencia Doméstica hacia la Mujer FUNDAMUJER-

Hermanas Oblatas-Estado Lara. Comité de Víctimas Contra la Impunidad del Estado Lara. Fundación Promoción de la Mujer Estado Falcón Centro de Investigación Social, Formación y Estudios de la Mujer del Estado Trujillo; Centro de Educación y Capacitación para la Vida, CECAVID-Estado Lara; Organización Mujer Analítica; Frente Nacional de Mujeres de Venezuela; Casa de la Mujer Juana Ramírez, La Avanzadora. Edo. Aragua; Asociación Civil Desarrollo, Igualdad y Paz. Caracas; Asociación de Planificación Familiar Lara ALAPLAF; PAM, Programa de Fe y Alegría del Estado Lara; Asociación Hogares sin Violencia. Estado Anzoátegui; Centro de Estudios de la Mujer del Instituto Pedagógico Experimental Libertador, CEM-UPEL; ALMU Caracas; Asociación de Mujeres por el Bienestar y Asistencia Recíproca. AMBAR; Centro de Animación Juvenil de Valera. Estado Trujillo; CECORFA-Trujillo; Universidad Valle del MOMBOY; Colegio de Profesores, Estado Trujillo; AFACO Organización Iarense; ACCESO; Tinta Libre, Semanario Barquisimeto-Estado Lara; Maestría de Desarrollo Integral de las Mujeres-UCLA; Organización Civil CAUCE. Caracas; Madres por la Vida. Fundación para el Desarrollo de las Mujeres Latinoamericanas. FUNDEMUL; Fundación de Apoyo al Centro de Estudios de la Mujer de la Universidad Central de Venezuela. FUNDACEM; Unión Vecinal para la Participación Ciudadana. Caracas; Centro de Atención Integral de la Mujer de Carúpano. CENAIM. Estado Sucre; Asociación de Defensa de la Mujer Reclusa Asociación Género, Democracia y Derechos Humanos. GENDHU. Caracas; Asociación PRODESOL Caracas; Casa de La Mujer Ángela Suárez, Cúa-Estado Miranda; Casa de la Mujer Argelia Laya. Guanare-Estado Portuguesa Observatorio Venezolano de los DDHH de las Mujeres, Núcleo Andino; Fundación Loto Azul. Mérida, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);

JS12

Joint Submission No. 12 by 27 organizaciones autónomas del movimiento de derechos humanos de Venezuela.

Participan:

Acción Solidaria en VIH/Sida; Asamblea de Educación; CEPAZ, Centro de Justicia y Paz; CDH UCAB, Centro de Derechos Humanos de la Universidad Católica Andrés Bello; Civilis Derechos Humanos; CODEHCIU, Comisión de Derechos Humanos y Ciudadanía Guayana; CODEVIDA, Coalición de Organizaciones por los Derechos a la Salud y la Vida; Espacio Público; FENASOPADRES, Federación Nacional de Sociedades de Padres y Representantes; FEPAP, Fundación Ensayos para el Aprendizaje Permanente; Fundación Agua Clara; FUNPAZ, Fuerza, Unión, Justicia, Solidaridad y Paz; GTAI, Grupo de Trabajo sobre Asuntos Indígenas; IPYS, Instituto Prensa y Sociedad; Laboratorio de Paz; Movimiento Vino Tinto; Observatorio de Derechos Humanos de la Universidad de Los Andes; OVS, Observatorio Venezolano de la Salud; OVCS, Observatorio Venezolano de Conflictividad Social;

- Provea, Programa Venezolano de Educación Acción en Derechos Humanos; REDHNNA, Red por los Derechos Humanos de Niños, Niñas y Adolescentes; SINERGIA, Asociación Venezolana de Organizaciones de Sociedad Civil; SOHI, Sociedad Hominis Iura; Una Ventana a la Libertad; UNAF, Unión Afirmativa; Unión Vecinal para la Participación Ciudadana; y Venezuela Diversa, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS13 Joint Submission No. 13 by 26 organizaciones autónomas del movimiento de derechos humanos en Venezuela para el Segundo Ciclo del Examen Periódico de Venezuela Civilis Derechos Humanos. Participan: Acción Solidaria en VIH/Sida; Asamblea de Educación; CEPAZ, Centro de Justicia y Paz; CDH UCAB, Centro de Derechos Humanos de la Universidad Católica Andrés Bello; Civilis Derechos Humanos; CODEHCIU, Comisión de Derechos Humanos y Ciudadanía Guayana; CODEVIDA, Coalición de Organizaciones por los Derechos a la Salud y la Vida; Espacio Público; FENASOPADRES, Federación Nacional de Sociedades de Padres y Representantes; FEPAP, Fundación Ensayos para el Aprendizaje Permanente; Fundación Agua Clara; FUNPAZ, Fuerza, Unión, Justicia, Solidaridad y Paz; GTAI, Grupo de Trabajo sobre Asuntos Indígenas; IPYS, Instituto Prensa y Sociedad; Laboratorio de Paz; Movimiento Vino Tinto; Observatorio de Derechos Humanos de la Universidad de Los Andes; OVS, Observatorio Venezolano de la Salud; OVCS, Observatorio Venezolano de Conflictividad Social; Provea, Programa Venezolano de Educación Acción en Derechos Humanos; REDHNNA, Red por los Derechos Humanos de Niños, Niñas y Adolescentes; SINERGIA, Asociación Venezolana de Organizaciones de Sociedad Civil; SOHI, Sociedad Hominis Iura; Una Ventana a la Libertad; UNAF, Unión Afirmativa; Unión Vecinal para la Participación Ciudadana; y Venezuela Diversa, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS14 Joint Submission No. 14 by 2 organizations: Coalición de Organizaciones por el Derecho a la Salud y a la Vida (CODEVIDA) y Provea (Programa Venezolano de Educación-Acción en Derechos Humanos), Chacao Miranda, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS15 Joint Submission No. 15 by 2 organizations COFAVIC y la Organización Mundial contra la Tortura (OMCT), Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS16 Joint Submission No. 16 by 4 organizations grouped in the Comisión nacional de protección de los periodistas (Conapro) integrada por: Colegio Nacional de Periodistas (CNP), Sindicato Nacional de Trabajadores de la Prensa (SNTP), Circulo de Reporteros Gráficos de Venezuela (CRGV) y Espacio Público, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS17 Joint Submission No. 17 by 17 organizations: Convite A.C., Vida Prolongada A.C., Los Abuelos de Baruta A.C., Nialca A.C., La Deltana A.C., Atención al Adulto Mayor A.C., Las Rosas A.C., Gregoria Delfina Chirinos A.C., Una Mano Amiga A.C., Abuelos de Santa Clara A.C.,

- Club de Abuelos Francisco Soto A.C., La Cumbre A.C., Mañana es Hoy A.C., Juventud Prolongada A.C., Almapa A.C., Club de Abuelos mi Mayor Éxito A.C. y Asoamigos A.C., Miranda, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS18 Joint Submission No. 18 by 5 organizations: Corriente Bolivariana Bolívar y Zamora (CRBZ) conformado por el Frente Nacional Campesino Ezequiel Zamora (FNCEZ), Frente Nacional Comunal Simón Bolívar (FNCSB), Centro de Formación y Estudios Sociales Simón Rodríguez (CEFES), Movimiento del Poder Popular Obrero (MPPO), y la Escuela Nacional de Cuadros Mariscal Sucre (ENCMASU); Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS19 Joint Submission No. 19 by 3 organizations: Oripanto Oayapo Tuonde, Asociación de Mujeres Yukpa de la Sierra de Perijá y Cultural Survival, Cambridge, MA, United States of America;
- JS20 Joint Submission No. 20 by 12 organizations grouped in the Coalición Foro por la Vida and integrated by: ACCSI Acción Ciudadana Contra el SIDA; Acción Solidaria (ACSOL); Caritas Los Teques; Centro de Derechos Humanos de la Universidad Católica Andrés Bello (UCAB); Centro para la Paz y los DDHH de la Universidad Central de Venezuela (UCV); Comisión de Justicia y Paz de la Conferencia Episcopal Venezolana; Comisión de Justicia y Paz de la CONVER; Comité de Familiares de Víctimas de los sucesos del 27 de Febrero y Marzo del 89 (COFAVIC); Espacio Público; Observatorio Venezolano de los DDHH de las Mujeres; Programa Venezolano de Educación-Acción en Derechos Humanos (Provea) y la Vicaría Episcopal de Derechos Humanos de la Arquidiócesis de Caracas, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS21 Joint Submission No. 21 by 2 organizations: FUNDALATIN e IDHES, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS22 Joint Submission No. 22 by 3 organizations: Coalición “Comunicación Insurgente”, “Radio Guayra” y “Guataca 2010”, Vargas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS23 Joint Submission No. 23 by 3 organizations: International Commission of Jurists, International Association of Judges and Human Rights Institute of the International Bar Association, Geneva, Switzerland;
- JS24 Joint Submission No. 24 by 2 organizations: Istituto Internazionale Maria Ausiliatrice and International Volunteerism Organization for Women, Education, Development (VIDES International), Veyrier, Switzerland;
- JS25 Joint Submission No. 25 by 3 organizations: Instituto Prensa y Sociedad de Venezuela (IPYS Venezuela), Observatorio Electoral Venezolano (OEV) and Observatorio Global de Comunicación y Democracia (OGCD), Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS26 Joint Submission No. 26 by 2 organizations: International Service for Human Rights and Front Line Defenders, Geneva, Switzerland;

- JS27 Joint Submission No. 27 by 2 organizations: Instituto Venezolano de Estudios Sociales y Políticos (INVESP) y SINERGIA, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS28 Joint Submission No. 28 by 19 organizations: Red de Colectivos La Araña Feminista comprising: Research Coordination Center for Women's Studies of the Central University of Venezuela (UCV CEM), Manuela Saenz Women's Movement (MOMUMAS), Tinta Violeta Group, Popular Female Circles; Organization of Women Josefa Joaquina Sánchez, SURCO Group, MUSA Aragua, Women's Movement of Merida, newspaper NOTICIAS DE MUJERES, Revolutionary Feminist Spiral, Conjura Feminista Group, Aragua Women's Group, Sorfanny Alfonzo Comandanta Patricia Group, Anzoátegui Front of Socialist Women, Bunke Placer Group, Foundation for the Welfare of the Family FUNDABIEFA, Mujer Tenías que Ser, UBV Diversity Group and web El Entrompe de Falopio, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS29 Joint Submission No. 29 by 2 organizations grouped in the Red LGBTI de Venezuela, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS30 Joint Submission No. 30 by 5 organizations: Mancomunidad de las Mesas Técnicas de Agua de los Sectores de: Belén, Cerey, La Guacharaca, Tucure, y El Uruy, Municipio San Francisco del Estado Falcón, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS31 Joint Submission No. 31 by 24 organizations: Movimientos Bolivarianos de Familia de los Estados de: Amazonas, Anzoátegui, Apure, Aragua, Barinas, Bolívar, Carabobo, Cojedes, Delta Amacuro, Distrito Capital, Falcón, Guárico, Lara, Mérida, Miranda, Monagas, Nueva Esparta, Portuguesa, Sucre, Táchira, Trujillo, Vargas, Yaracuy y Zulia. Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS32 Joint Submission No. 32 by 3 organizations: Human Rights Observatory of the University of Los Andes (ODH-ULA), the Centre for Human Rights at the Catholic University Andres Bello (CDH-UCAB) and the Commission on Human Rights of the Faculty of Law and Political Sciences of the University of Zulia (LUZ), Mérida, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS33 Joint Submission No. 33 by 2 organizations: Comisión para los Derechos Humanos del Estado Zulia (CODHEZ), el Comité de Derechos Humanos de la Guajira, y Proyecto Mujeres (Proyecto M), Maracaibo, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS34 Joint Submission No. 34 by 3 organizations: Observatorio Venezolano de la Salud (OVS), la Fundación Bengoa y el Centro de Investigaciones Agroalimentarias (CIAAL), Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS35 Joint Submission No. 35 by 2 organizations: Venezuelan Observatory of Violence (OVV) and Laboratory of Social Sciences (LACSO), Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS36 Joint Submission No. 36 by 3 organizations: Asociación Civil Phynatura, Equipo de Proyectos y Asesoría Social

- Edepa y Fundación Ecojuegos, Ciudad Bolívar, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS37 Joint Submission No. 37 by 2 organizations: Acceso Libre and the International Human Rights Clinic at Harvard Law School, and Privacy International, London, United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland;
- JS38 Joint Submission No.38 by 9 organizations: Plataforma Venezolana de Redes de OSC: Sinergia, Asociación Venezolana de Servicios de Salud de Orientación Cristiana (AVESSOC), Red Venezolana de Organizaciones para el Desarrollo Social (REDSOC), FENASOPADRES, Federación de Instituciones Privadas de Atención al Niño, al Joven y la Familia (FIPAN), Red ARA, Observatorio Venezolano de los Derechos Humanos de las Mujeres, Grupo Social CESAP and Acción Campesina, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS39 Joint Submission No. 39 by 13 organizations: Red Rosa Venezuela conformado por: Fundación de Lucha Contra el Cáncer de Mama, FUNCAMAMA (2002), Carabobo; Fundación Amigos de la Mujer con Cáncer de Mama, FAMAC (2000), Zulia; Fundación de Apoyo al Paciente con Cáncer de Mama, FUNDAMAMA (2003), Lara; Fundación Falcón Unido Contra el Cáncer de Mama, FUCAMM (2006), Falcón; Fundación de Apoyo al Paciente con Cáncer de Seno, FUNDASENO, (1997), Distrito Capital; Asociación Civil SENOSALUD (2002), Distrito Capital; Asociación Civil SENOSAYUDA (2006), Distrito Capital; Asociación Civil Seno y Vida. (2014), Táchira; Fundación Seno Esperanza. (2014), Distrito Capital; Fundación de apoyo para Quimioterapia, FUNDAQUIMIO (2013). Carabobo; Fundación Isabel Rivas, (2009), Carabobo; Fundación por la Salud y la Vida, (2014), Barinas; 13. Fundación Senos Saludables, (2014, Bolívar, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS40 Joint Submission No. 40 by 8 organizations: Coalición Proceso: Centro al Servicio de la Acción Popular (CESAP), Colegio Nacional del Periodistas (CNP), Espacio Público, Expresión Libre, Instituto Prensa y Sociedad (IPYS), el Instituto Venezolano de Estudios Sociales y Políticos (INVESP), Sinergia y Transparencia Venezuela, Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);
- JS41 Joint Submission No. 41 by 154 organizations grouped in the Unión Nacional de Mujeres (UNAMUJER), Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of).

National human rights institutions:

DdPV

DEFENSORIA DEL PUEBLO * (Status as of 5 August 2016), Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of);

Regional organizations:

IACHR-OAS

Inter-American Commission on Human Rights-Organization of American States, Washington, D.C. 20006, USA.

² Status of the National Human Rights Institution, as of 5 August 2016.

³ DdPV, p. 7.

⁴ DdPV, p. 13; A/HRC/19/12, paras. 94.1 (**Brunei Darussalam**), 94.2 (**Indonesia**).

⁵ DdPV, p. 10.

⁶ DdPV, p.11; A/HRC/19/12, paras. 93.18 (**United Kingdom**) and 93.19 (**Norway**).

- ⁷ DdPV, p. 21; A/HRC/19/12, paras. 94.23 (**Pakistan**) and 94.24 (**Angola**).
- ⁸ DdPV, pp. 16-17, 19-20 and 22; A/HRC/19/12, paras. 94.10 (**Viet Nam**), 94.11 (**Canada**), 94.16 (**Myanmar**), 94.17 (**Cambodia**), 94.21 (**Indonesia**), 94.22 (**Angola**), 94.25 (**Sri Lanka**) and 94.26 (**Uruguay**).
- ⁹ DdPV, pp. 8-9; A/HRC/19/12, paras. 93.5 (**Turkey**), 93.7 (**Russian Federation**), 93.11 (**Malaysia**), 93.12 (**Norway**), 93.13 (**Switzerland**), 93.14 (**United Kingdom**), 93.15 (**Czech Republic**), 94.31 (**Cuba**), 94.32 (**Belgium**), 94.33 (**Holy See**), 94.35 (**Algeria**).
- ¹⁰ DdPV, pp. 8-9.
- ¹¹ DdPV, p. 18.
- ¹² DdPV, p. 13; A/HRC/19/12, para. 94.3 (**France**).
- ¹³ DdPV, p. 23; A/HRC/19/12, paras. 94.30 (**Cuba**), 94.34 (**Malaysia**).
- ¹⁴ DdPV, p. 22; A/HRC/19/12, para. 94.27 (**Russian Federation**).
- ¹⁵ DdPV, pp. 15 and 24-25, 27-30; A/HRC/19/12, paras. 94.4 (**Viet Nam**), 94.6 (**Nicaragua**), 94.7 (**Turkey**), 94.8 (**Holy See**), 94.9 (**Lebanon**), 94.37 (**Cuba**), 94.46 (**Cuba**), 94.51 (**Sri Lanka**), 94.56 (**Belarus**), 94.57 (**Iran**), 94.58 (**Qatar**), 94.59 (**Bolivia**), 94.60 (**DPRK**), 94.62 (**DPRK**), 94.63 (**Iran**), 94.64 (**Bangladesh**).
- ¹⁶ DdPV, p. 28; A/HRC/19/12, paras. 94.52 (**Turkey**), 94.53 (**Malaysia**), 94.54 (**Cuba**) and 94.55 (**Algeria**).
- ¹⁷ DdPV, p. 26; A/HRC/19/12, para. 94.48 (**Bolivia**).
- ¹⁸ DdPV, p. 32; A/HRC/19/12, para. 94.69 (**USA**).
- ¹⁹ The following abbreviations are used in UPR documents:
- | | |
|------------|---|
| ICERD | International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination |
| ICESCR | International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights |
| OP-ICESCR | Optional Protocol to ICESCR |
| ICCPR | International Covenant on Civil and Political Rights |
| ICCPR-OP 1 | Optional Protocol to ICCPR |
| ICCPR-OP 2 | Second Optional Protocol to ICCPR, aiming at the abolition of the death penalty |
| CEDAW | Convention on the Elimination of All Forms of Discrimination against Women |
| OP-CEDAW | Optional Protocol to CEDAW |
| CAT | Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Treatment or Punishment |
| OP-CAT | Optional Protocol to CAT |
| CRC | Convention on the Rights of the Child |
| OP-CRC-AC | Optional Protocol to CRC on the involvement of children in armed conflict |
| OP-CRC-SC | Optional Protocol to CRC on the sale of children, child prostitution and child pornography |
| OP-CRC-IC | Optional Protocol to CRC on a communications procedure |
| ICRMW | International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of Their Families |
| CRPD | Convention on the Rights of Persons with Disabilities |
| OP-CRPD | Optional Protocol to CRPD |
| ICPPED | International Convention for the Protection of All Persons from Enforced Disappearance |
- ²⁰ CDH-UCAB, para. 3. See also: JS17, p.2.
- ²¹ OVP, p.2 See also submission from AI, p. 5.
- ²² PROVEA, p. 2. See also submissions from AI, p. 6, JS14, p.2; JS15, p.2; JS 17, p.2.
- ²³ JS20, pp. 8 and 9. See also submissions from IACHR, pp. 3-6 and FPV, p. 4.
- ²⁴ HRW, p. 6.
- ²⁵ Provea, p.1 (resumen ejecutivo) and 2; A/HRC/19/12, para. 93.18 (**United Kingdom**).
- ²⁶ Provea, p.1 (resumen ejecutivo). See also submissions from FPV, p. 2; CIVICUS, pp. 9 and 10 and JS25 p. 8.
- ²⁷ ROA, p. 2.
- ²⁸ RAV pp. 2-3.

- ²⁹ JS29, pp. 3 and 7. See also submission from EJERCITOEMANCIPADOR, p. 4.
- ³⁰ EJERCITOEMANCIPADOR, p. 4.
- ³¹ CDH-UCAB, para. 9 and A/HRC/19/12, para. 95.7 (**Brazil**). See also submissions from JS21, pp. 4-5 and 7; JS13, pp. 3-5; AI, p. 2; PROVEA, para. 12; JS20, p.6 and JS13 para. 1.
- ³² Provea, para. 12. See also submission from CDH-UCAB, para. 9.
- ³³ AI, p. 2.
- ³⁴ JS13, pp.5 and 6. See also submission from AI, p. 6.
- ³⁵ JS10, p. 2.
- ³⁶ FRPOIAMA, p. 4.
- ³⁷ See contributions from Fundación Bolivariana de Derechos Humanos, Centro de Derechos Humanos de la Universidad Católica Andrés Bello, Ayllus Urbanos and Colectivo Estudiantil de Derechos Humanos “Herbert Anaya”.
- ³⁸ Sinergia, para. 27; A/HRC/19/12, paras. 94.19 (**Lao People’s Democratic Republic**), 94.20 (**Saudi Arabia**). See also submissions from FPV, p. 2 and JS20, paras. 20 and 21.
- ³⁹ FPV, p. 2. See also submissions from JS20, paras. 20 and 21.
- ⁴⁰ Sinergia, para. 28. See also submission from AI, p.6; A/HRC/19/12, paras. 95.8 (**Uruguay**), 95.9 (**United Kingdom**), 95.10 (**Norway**), 95.11 (**Brazil**), 95.12 (**Australia**) and 95.13 (**USA**).
- ⁴¹ AI, p. 6.
- ⁴² JS15, p.7.
- ⁴³ IPYS, p. 5. See also submissions from EPAC, p. 6 and CIVICUS, p. 11; JS40, p. 8.
- ⁴⁴ LABPAZ, p. 6.
- ⁴⁵ JS20, para. 19. See also submissions from SINERGIA, p.5 and FPV, p. 2.
- ⁴⁶ JS24, para. 6; A/HRC/19/12, para. 94.26 (**Uruguay**).
- ⁴⁷ JS24, para. 6; A/HRC/19/12, para. 94.26 (**Uruguay**). See also submission from FUNDEDHIZ, p. 3.
- ⁴⁸ JS24, paras. 30 and 32; A/HRC/19/12, paras. 93.20 (**Norway**), 94.16 (**Myanmar**), 94.24 (**Angola**) and 94.25 (**Sri Lanka**).
- ⁴⁹ GCC, p. 1; A/HRC/19/12, para. 94.22 (**Angola**).
- ⁵⁰ FREYA, paras. 3 and 5.
- ⁵¹ OMIAW, p. 1.
- ⁵² JS6, p. 3.
- ⁵³ JS24 paras. 12 and 14.
- ⁵⁴ FDIM, para. 5; A/HRC/19/12, paras. 94.11 (**Canada**), 94.22 (**Angola**), 94.23 (**Pakistan**) and 94.27 (**Russian Federation**); See also submissions from PAS, para. 11 and JS41, para. 6.
- ⁵⁵ GCC, pp. 8, 10 and 11.
- ⁵⁶ FDIM, pp. 2-4. See also submissions from JS41, pp. 3-4, 6, 14 and 17; PAS, pp.4 and 12; CNMCIQB-BS, pp. 3-4; GCC, p. 6; JS28, p. 7 and JS6, p.7 and FDIM, para. 12.
- ⁵⁷ JS3, p. 3 and p. 6. See also submission from JS11, para. 20..
- ⁵⁸ LGBTIVZLA, para. 13; A/HRC/19/12, para. 94.11 (**Canada**). See also: UNAF, pp.4-5.
- ⁵⁹ ROMPELANOR, p. 2. See also submissions from JS29, pp. 3, 5-8 and 10; EJERCITOEMANCIPADOR, pp. 1, 3-4, UNAF, pp. 4-5 and FRENTEGENERODIVERSO, pp. 2-3.
- ⁶⁰ VeneDiver, p. 4.
- ⁶¹ JS17, pp. 2 and 7.
- ⁶² JS11, p. 2.
- ⁶³ FRPOIAMA, pp. 1 and 2.
- ⁶⁴ JS6, p. 8.
- ⁶⁵ JS27, pp. 2-8. See also submissions from JS15, p. 3; OMIAW, p. 2 and FUNDEHIZ, p.3 (see FUNDEHIZ submission for cases cited).
- ⁶⁶ JS35, p. 10. See also: JS27, p. 3-
- ⁶⁷ JS12, pp. 3 and 8. See also submission from OVCS, p. 4.
- ⁶⁸ JS15, p. 4.
- ⁶⁹ JS35, p. 6. See also submissions from JS15, p. 3; HRW, p. 1 and CODEHCIU, pp. 1 y 4.
- ⁷⁰ HRW, p. 1; A/HRC/19/12, para. 96.10 (Czech Republic).
- ⁷¹ HRW, p. 1. See also submissions from AI, pp.3 and 6 and IHRC-OU pp. 4-5.
- ⁷² CIVICUS, pp. 2 and 8. See also submissions from HRW, p. 1.
- ⁷³ JS21, p. 4.
- ⁷⁴ CVG, p. 8. See also submission from CIVICUS, p. 10.

- ⁷⁵ FPV, p. 4. See also submission JS6, p. 9.
- ⁷⁶ AI, pp. 2 and 5 See submission for cases cited.
- ⁷⁷ FPV, p. 2.
- ⁷⁸ RENADDHH, p. 2; A/HRC/19/12, paras. 93.7 (**Russian Federation**), 93.11 (**Malaysia**), 93.12 (**Norway**), 93.14 (**United Kingdom**), 93.15 (**Czech Republic**), 94.31 (**Cuba**), 94.32 (**Belgium**) and 93.35 (**Algeria**).
- ⁷⁹ OVP, para. 28. See also submissions from FPV, p. 3; CODEHCIU, p. 3; UVAL, p. 4 and JS11, p. 4.
- ⁸⁰ RENADDHH, pp. 2-3 and p. 6. See also: OVP, pp. 3-5, JS11, para. 11 and JS41, p. 10.
- ⁸¹ UVAL, pp. 2 and 3-5. See also submissions from HRW, p. 5, OVP, p. 9, FPV, p. 6, OPV, p. 5
- ⁸² AI, p. 5. See also: IACHR, p. 3 and JS20, p. 10. For a related case see submission from Instituto-Casla, pp. 1-3.
- ⁸³ JS11, para. 21; A/HRC/19/12, paras. 94.16 (**Myanmar**), 94.21 (**Indonesia**), 94.22 (**Angola**) and 96.11 (**Slovenia**). See also submission from JS41, para. 19.
- ⁸⁴ JS11, para. 21. See also submissions from AI, p. 5; JS6, p. 8 and GCC, para. 6.
- ⁸⁵ JS41, para. 42. See also submissions from DHI, p. 5 and GCC, pp. 2 and 3.
- ⁸⁶ JS6, pp 8 and 9.
- ⁸⁷ PAS, para. 13; A/HRC/19/12, paras. 94.28 (**Belarus**) and 94.29 (**Sri Lanka**). See also submissions from FDIM, para. 16; JS41, para. 19 and DdPV, pp. 22-23.
- ⁸⁸ PAS, para. 21; FDIM, para. 26. See also submissions from JS41 para. 48-51.
- ⁸⁹ OMIAW, p.3. See also submission from APIVEN, p. 3.
- ⁹⁰ AI, pp.3-5.
- ⁹¹ JS23, p. 2.; A/HRC/19/12 para. 95-96. See also submission from AI, p. 2 and HRW.
- ⁹² Acceso, p. 13.
- ⁹³ Acceso, p. 13.
- ⁹⁴ FPV, pp. 5 and 6. See also submissions from HRW, p. 2, PROVENE, pp.3-4, and JS23, pp. 1-2.
- ⁹⁵ PROVENE, pp. 3-4.
- ⁹⁶ FPV, p. 5. See also: JS23, p. 2.
- ⁹⁷ AI, pp.4-5. See submission for cases cited.
- ⁹⁸ JS15, p.6.
- ⁹⁹ JS12, p.7.
- ¹⁰⁰ JS12, p.12.
- ¹⁰¹ JS27, p. 8.
- ¹⁰² CATEDRAGUAICAIPURO, p.3.
- ¹⁰³ OTSOAAM, p. 2.
- ¹⁰⁴ CODEHCIU, pp. 1 and 4. See also submission from JS37, p. 15.
- ¹⁰⁵ JS37, p. 3.
- ¹⁰⁶ JS37, p. 9.
- ¹⁰⁷ JS37, pp. 9-10.
- ¹⁰⁸ JS37, p. 4.
- ¹⁰⁹ JS37, p. 4.
- ¹¹⁰ DHI, p. 4.
- ¹¹¹ See contributions from Consejo Popular de Comunicación Baralt, Fire This Time Movement for Social Justice, Fundación Colectivo Radiofílmico Petare, Fundación de Radiodifusión Sonora Comunitaria Cambur, Fundación Radiodifusora y TV Abierta Radio Catedral Bolivariana, Fundación TV Caricuao, Grupo Notivecinos, Proyecto Sentido Común, Radio Comunitaria La Fuerte 100.1FM, Unión de Mujeres de Bolivia, JS16, JS22 and JS40.
- ¹¹² JS16, p. 8. See also submissions from EPAC, p. 2; FORAVIDA, p. 5; IPYS, pp. 1-2 and FENASOPADRES, p. 2.
- ¹¹³ EPAC, pp. 2 and 6. See also submissions from JS16, p. 9.
- ¹¹⁴ JS40, pp. 2, 7 and 8.
- ¹¹⁵ JS16, p. 8. See also submissions from EPAC, p.3, JS20, p.5, IPYS, p.3, JS25, p. 8 and CIVICUS, p. 6.
- ¹¹⁶ HRW, p. 4. See also submission from RSF-RWB, pp. 2 and 4.
- ¹¹⁷ IPYS, pp. 1- 2. See also submissions from EPAC, p. 5.
- ¹¹⁸ FPV, pp. 3 and 6.
- ¹¹⁹ JS25, p. 8.
- ¹²⁰ EPAC, pp. 3 and 6. See also submissions JS16, p. 7 and IPYS, p. 4.

- ¹²¹ JS16, p. 5. See also submission from JS27, para.11.
- ¹²² EPAC, pp. 3 and 6. See also submissions from JS16, p. 5, CIVICUS, p. 10, and HRW, p. 4.
- ¹²³ CIVICUS, pp. 6 and 7. See submission for case cited. See also submission from IACHR, p. 5.
- ¹²⁴ CIVICUS, p. 10.
- ¹²⁵ AI, p.1; A/HRC/19/12, paras. 93.16 (**Canada**), 93.17 (**Brazil**) and 94.36 (**Uruguay**).
- ¹²⁶ AI, pp. 1 and 4. See also submission from HRW, pp. 4 and 5, JS20, para.3 and PROVEA, para.2.
- ¹²⁷ JS26, p. 1.
- ¹²⁸ CIVICUS, p. 6. See submission for cases cited. See also submissions from HRW, p. 3, IPYS, p. 3, and FPV, p.2.
- ¹²⁹ RSF-RWB, p. 2. See submission for cases cited.
- ¹³⁰ JS20, p. 8. See also submission from CIVICUS, p. 10.
- ¹³¹ IPYS, p. 3; J16, pp. 2, 3, 5 and 9 (See submission for cases cited); JS20, p. 4; JS12, pp. 2-3; JS20, p. 2; HRW, pp. 4 and 5; JS25, p. 5 and CIVICUS, pp. 2 and 10.
- ¹³² IACHR, p. 3. See also submission from PROVEA, p. 6, HRW, p. 3, CIVICUS, p. 10, CEPAZ, p. 6.
- ¹³³ FPV, p. 4. See submission for case cited. See also submissions from IACHR, pp. 3 and 4 and IPYS, p. 3.
- ¹³⁴ JS20, pp. 2, 3, and 4. See also submissions from JS12, pp. 2-3; HRW, p. 5; AI, p. 3. See submission for cases cited; JS26, pp. 2-3; CIVICUS, pp. 4 and 5; FPV, pp. 4-5. See submission for case cited.
- ¹³⁵ CIVICUS, p. 9.
- ¹³⁶ CVG, pp. 3 and 8. See also submissions from DHI, p. 2; EPAC, p. 4; FENOSAPADRES, p. 5 and CIVICUS, p. 7.
- ¹³⁷ EPAC, p. 4. See also: FENOSAPADRES, p. 5 and CIVICUS, p. 7.
- ¹³⁸ OVCS, p. 3.
- ¹³⁹ JS15, p. 3. See also submissions from OVCS, p. 3; AI, pp. 3 and 6; CIVICUS, p. 10.
- ¹⁴⁰ EPAC, pp. 5-6 See also submission from OVCS, p. 3 and FENOSAPADRES, p. 5.
- ¹⁴¹ Sinergia, para. 30; A/HRC/19/12, para. 96.36 (**Canada**).
- ¹⁴² CJB, p. 5. See also. CTEUB, pp. 3-4.
- ¹⁴³ RAV, p. 2.
- ¹⁴⁴ TCC, p. 1.
- ¹⁴⁵ See contributions from BICA Ciudad, Colectivo Frente de Revolución y Acción Popular, Consejo de Educación Popular de América Latina y el Caribe Colectivo-Bolivia, Comuna Socialista Turística y Pesquera en Defensa de la Patria, Asociación Civil Consejo Comunal Mesa Técnica de Agua Villa Real, submissions from Asociaciones Civiles Mesas Técnicas de Agua (ACMTA) Agua Chiquita, Barrio Bolívar, Brisas de Carapo, Brisas del Sur, Brisas del Sol y Nuevo Amanecer, Los Chaguaramos II, Che Guevara, Chorro el Indio, Las Colinas, Guafitas Doradas el Yuye, José Gregorio Hernández, La Osuna, Las Casitas, Las Margaritas, Las Quebradas, Lomas del Viento, Plan Mesa Altagracia, Plan de la Mesa Sector II, Primero de Mayo, Saman de Guere, San Miguel Arcángel, Santa Rosa, Simón Bolívar, Todos Unidos por la Toica, Valle Guanipa, Vijaguita II, Zorca el Progreso, Villa Rosario II, 28 de Diciembre, BUMBUM, Callejon el Pozón, El Chaparral, Cincuentenario Oeste, Conucos de la Paz, Los Curarire, Don Samuel, El Manantial, Jabillal, La Arreaga III, La Bajada del Río, La Vertiente, José León Mijares I y II, Los Pinos I y II, Natiezel, El Piache Futuro Norte, El Potente Indígena, El Principio, Quebrada Seca Piedra de Agua, Rafael Urdaneta II, San Miguel, San Francisco, San Martín del Humo, San Sebastián II, Valle del Momboy; submissions from Agroecológica y Ecoturística Juan Sabas Peralta, Agua de Obispo, Socialista Argimiro Gabaldon, Association des réfugiés de l'Amérique latine et les Caraïbes, Ayllus Urbanos, Brigadas Comunitarias Guardianes del Agua, Brigada Integral Comunitaria de la U.E. Colegio Ángel María Daló, Agroecología y Ecoturística Bucaral Unidos para Vencer, Comuna Agroturística Oso Frontino; submissions from the Comunas Abuela Rosa Ines, Ali Primera I, Ali Primera Cantor del Pueblo, Amanecer del Alba, Bolívar y Chávez, Brisas del Gran Gigante Federación, Camilo Cien Fuego, Campesina Dios Es Poder, Campesina Valle Alto, Campochagua por Amor a Venezuela, Chávez Socialista en el Corazón de la Barranca, Los Cocuineros, Comandante Chávez, Corazón de Mi Patria, Coronel José Mariano Peraza, Dr. Alirio Navarro Alemán, Espada de Bolívar, Espada Socialista de Bolívar, La Esperanza del Sur, El Venerable, Ezequiel Zamora en Marcha, La Gran Bendición de Dios, Gran Mariscal de Ayacucho, Los Guerreros de Hato Viejo, Hugo Chávez Frías, Indio Capaya, Indios Taramas, Jesús Bolívar y Chávez, JF Ribas, Juan Milla, Los Luchadores, Luis Homez, Manuelita Saenz, Muko-Kuicas, Nelio Meléndez Aguirre, Orinokia Chavista y Revolución,

Pedro Pérez Delgado “Maisanta”, Pensamiento del Comandante, Quebrada Honda, Quintino Alvarado, Renacer del Comandante, San Antonio, Santa Rita de Casia, Sabio Rafael Rangel, Sueño Zamorano, El Sur Es Chávez, Una Nueva Independencia, UNCOSUR, Unidos por la Patria, Unión y Fuerza Soberana, 13 de Abril el Despertar de un Pueblo, 28 de Julio; submissions from the Comunas Socialistas Agua Linda, Ascensión Piñero, Cerro Azul, Che Guevara, Como Olvidarte Comandante, Del Campo, Edgar Rodríguez, Esperanza Revolucionaria, Estrellas del Futuro, Juan Bautista Sierralta, General José Rafael Motilla “El Tigre de Guatio”, Gran Caspo, El Guaical Un Nuevo Amanecer, Indio Coromoto, Indio Xaguas, José Torbello, María Teresa Angulo, Lucha por un Pueblo Mejor, La Lucha Sigue, Máximo Vizcaya, Mi País, Minas de Buria, Negro Miguel, Por Siempre Comandante Eterno, Pueblo en Revolución, Santiago y Santa Ana, Voz de la Revolución; submissions from Comuna Agropecuaria Socialista Cacique Coromoto, Comuna Socialista Cafetalera Cerro El Pingano, Comuna Socialista Popular y Chavista Ernesto Che Guevara, Comuna Socialista Ecoturística Artesanal Cacique Terepaima; submissions from the Consejos Comunales Las Américas, Los Aguacates II, Andrés Eloy Blanco, Banco Guanape, Biruaquita 2016, Campomar Manzana 2, Carlos Diez del Siervo, El Futuro Norte, El Potrero I, La Medinera Sector Camoruco, La Pañoleta Parte Alta, Los Samanes 2016, Miranda Sur, Santa Rufina 3, Charco Largo, Campesino Sabana de Paparo, Luchadores Socialistas, Renacer de los Vencedores de la Trilla, Urb Cuatricentenario 2 Etapa Bloque 1, Toromaíma UD5, Tropical I; submissions from Consejo Comunitario de Agua Ramo Verde, CCA Supaj Nuñu, Caficultores de Crespo, Comuna Agroindustrial Rio Buchi, Comuna Agraria Patria Querida, Comuna Agrícola Rio Guárico Sur, Cacique Toronoima, Comuna Agroecológica Turística Socialista Paula Correa, Comuna Agroturística y Cafetalera Pie de Monte Andino Barines; submissions from the Consejos Comunitarios de Agua carretera nacional Caracas – Los Teques, Clavellinos, La Esperanza Revolucionaria; submissions from Comuna Cafetalera Ali Primera, Comité Comunitario Personas con Discapacidad Cacique Tiuna Parroquia Coche, Colectivo de Educación Ambiental Estado Vargas, Centro Integral de Desarrollo Social Alternativo “Khuno Marka”, Colectivo Frente de Revolución y Acción Popular, Comité Cívico Popular de Bolivia, Colectivo Cultural Aguacero de Colores, Confederación Socialista Amas y Amos de Casa de Venezuela, Confederación de Trabajadores de Educación Urbana de Bolivia, Agrupación Cultural El Gen, Frente de los Consejos Populares contra el Acaparamiento y la Especulación, Federación Nacional de Cooperativas Mineras, Fundación Joisescristo Sana, Frente de Mujeres Cacique Urimare, Fuerza Motorizada Comunitaria de Venezuela Franco Arquímedes Sección Zulia, Fundación Movimiento Social de Patriotas, Frente Nacional Adulto Mayor Mauro Vive, Frente Bolivariano La Ponderosa, Frente Transformación de Materia Prima, Fundación Bolivariana Nacional Derechos Humanos para el Poder Popular, Jóvenes en la Inclusión Participativa, submissions from Mesas Técnicas de Agua El Campito – Aeropuerto, El Paural III, Gamelotar, Movimiento Social Ezequiel Zamora Somos Todos, Movimiento Independiente Revolucionario 200, Misión Justicia Socialista, Movimiento Bolivariano de la Patria Grande Hugo Chávez Frías, Movimiento Social Abya Yala, Movimiento 15 de Enero, Movimiento Bolivariano de la Patria Grande, Movimiento Social Luis Beltrán Prieto Figueroa, Movimiento Popular Alí Primera, Movimiento Social Bolivariano Hugo Chávez, Movimiento de Solidaridad con Cuba, Movimiento Social Colectivo Generación 4F por la Paz y la Vida Zulia, Movimiento Social Chávez Vive por Siempre, Movimiento Social Fundación Comunitaria de Radio y TV La Misión, Prudencio Pineda, Colectivo R3 La Revolución No Domestica and JS8.

¹⁴⁶ SINERGIA, p. 2.

¹⁴⁷ SINERGIA, p. 3.

¹⁴⁸ COB, pp. 2-3. See also recommendation A/HRC/19/12, para. 94.38 (**Holy See**) and submissions from JS28, pp. 8-9 and DdPV, p. 24.

¹⁴⁹ MOVINOTINTO, p. 5.

¹⁵⁰ JS20, p. 9 (Spanish version).

¹⁵¹ PROVEA, p. 5.

¹⁵² FMB200-Anz, p. 2.

¹⁵³ JS28, pp. 1-9. See also submissions JS10, p.4; JS38, pp. 3 and 4 and; JS17, p. 5.

¹⁵⁴ JS41, para. 55-57; A/HRC/19/12, paras. 94.39 (**Qatar**), 94.47 (**Bolivia**) and 94.75 (**Ecuador**).

¹⁵⁵ JS11, para. 24. See also submissions from AI, pp. 4 and 6 and MOVINOTINTO, p. 4.

¹⁵⁶ See contributions from Frente de Mujeres Bicentenario 200, Base de Misiones la Montañita, Asociación Deportiva del Sur “ADESU”, Asociación de Profesionales Odontólogos – Cochabamba, Acción de Mujeres Organizadas por la Revolución, Asociación de Mujeres Artesanas

“AMPARAMPI”, Asociación Civil sin Ánimos de Lucro pro Defensa de los Derechos de las Personas con Discapacidad, Asociación paceña de Softbol y Beisbol, Association des réfugiés de l’Amérique latine et les Caraïbes, Asociación de Rentistas Mineros Regional – Llallagua, Asociación de Artesanos Rómulo Gallegos, Asociación Civil Frente de Mujeres Campesinas Manuelita Saenz; submissions from the Comunas Juana la Avanzadora, Brisas del Gran Gigante Federación, Amanecer del Alba, Ali Primera Cantor del Pueblo, Los Caciques, La Esperanza, Gran Mariscal Antonio José de Sucre, Gran Mariscal de Ayacucho, Los Guerreros de Hato Viejo, Heroína Manuela Saenz, Los Hijos del Arañero, Hugo Chávez, Juramento del Monte Sacro de Jadacaquiva, Los Libertadores de Manuel Piar, Líder Supremo, Mitare, Orinokia Chavista y Revolución, Pedro Pérez Delgado “Maisanta”, Revolucionarios de Buria con el Cuartel de la Montaña, Una Nueva Independencia, Comuna Agrícola Rio Guárico Sur, Consejos Comunales Tropical I, Carlos Diez del Siervo, Luchadores Socialistas, Toromaima UD5; Centro Integral de Desarrollo Social Alternativo “Khuno Marka”, Colectivo Frente de Revolución y Acción Popular, Centro de la Mujer Dominicana de Puerto Rico, Comité Cívico Popular de Bolivia, Colectivo Cine Calle, Comité de Solidaridad con Cuba en Puerto Rico, Comuna Socialista Luchadores de la Patria Bolívar y Chávez, Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia, Fuerza Motorizada Única de Integración de Plaza Zamora Eje Barlovento, Fundación Movimiento Social de Patriotas, Frente Nacional Adulto Mayor Mauro Vive, Fundación para la Promoción de la Economía Comunal, Frente de la Sexodiversidad del Zulia, Frente Socialista Bolivariano de Trabajadoras y Trabajadores de la Educación Estado Nueva Esparta, Mujeres Sin Fronteras, Organización Matriz de Mujeres Juan Azurduy de Padilla, ONG La Grande Puissance de Dieu, Union des Jeunes pour le Progrès et le Développement, Coordinadora Departamental de Personas con Discapacidad de la Paz, Federación de Organizaciones Comunitarias de Personas con Discapacidad y Deficiencia del Departamento de la Paz, Puntarji, People’s Voice, Sector Salud Departamental Cochabamba, Semilla Juvenil, Skupina kazenska ovadba, Sociedad de Profesionales Bolivianos del “Alba”, Movimiento Red Tinku de Bolivia and JS2.

¹⁵⁷ IHRC-OU p. 3; A/HRC/19/12, paras. 94.52 (**Turkey**), 94.53 (**Malaysia**) and 94.55 (**Algeria**).

¹⁵⁸ IHRC-OU pp. 3-5.

¹⁵⁹ REDINQUILINOS, p. 6. See also submissions from CIUNUVI, pp. 1 and 2

¹⁶⁰ JS34, para. 22; JS4, p. 2; JS10, p. 2; JS9, pp. 4-5; IHRC-OU-Norman-Oklahoma, p. 4.

¹⁶¹ JS38, pp. 6 and 7.

¹⁶² JS34 pp. 4, 5 and 11. See also submission from IHRC-OU-Norman-Oklahoma, p. 5.

¹⁶³ DEFENSORESDDHH, pp. 2, 4 and 5.

¹⁶⁴ AfOT, p. 3.

¹⁶⁵ See contributions from Sala de Gestión Comunitaria Yare, Agentes de Cambio de Bolivia, Asociación Civil Consejo Comunal Mesa Técnica de Agua Villa Real; submissions from the Asociaciones Civiles Mesas Técnicas de Agua (ACMTA) Agua Chiquita, Barrio Bolívar, Brisas de Carapo, Brisas del Sur, Brisas del Sol y Nuevo Amanecer, Los Chaguaramos II, Che Guevara, Chorro el Indio, Las Colinas, Guafitas Doradas el Yuye, José Gregorio Hernández, La Osuna, Las Casitas, Las Margaritas, Las Quebradas, Lomas del Viento, Plan Mesa Altagracia, Plan de la Mesa Sector II, Primero de Mayo, Saman de Guere, San Miguel Arcángel, Santa Rosa, Simón Bolívar, Todos Unidos por la Toica, Valle Guanipa, Vijaguita II, Zorca el Progreso, Villa Rosario II, 28 de Diciembre, BUMBUM, Callejon el Pozón, El Chaparral, Cincuentenario Oeste, Conucos de la Paz, Los Curarire, Don Samuel, El Manantial, Jabillal, La Arreaga III, La Bajada del Río, La Vertiente, José León Mijares I y II, Los Pinos I y II, Natiezel, El Piache Futuro Norte, El Potente Indígena, El Principio, Quebrada Seca Piedra de Agua, Rafael Urdaneta II, San Miguel, San Francisco, San Martin del Humo, San Sebastián II, Valle del Momboy; submissions from Fundación Aguaclara, Brigadas Comunitarias Guardianes del Agua, Brigada Integral Comunitaria Mevorah Florentir, Brigada Integral Comunitaria de la U.E. Colegio Ángel María Daló, CCA Supaj Ñuñu; submissions from the Consejos Comunales Los Aguacates II, Andrés Eloy Blanco, Banco Guanape, Biruquita 2016, Campomar Manzana 2, El Futuro Norte, El Potrero I, La Medinera Sector Camoruco, La Pañoleta Parte Alta, Los Samanes 2016, Miranda Sur, Santa Rufina 3; submissions from Consejo Comunitario de Agua carretera nacional Caracas – Los Teques, Consejo Comunitario de Agua Clavellinos, Consejo Comunitario de Agua Cojedes, Consejo Comunal Urb Cuatricentenario 2 Etapa Bloque 1, Confederación Sindical Única de Trabajadores Campesinos de Bolivia, Cumbre Roja, Color of Water Project (Boston), submissions from Mesas Técnicas de Agua Las Veritas 2, 12 de Febrero, Cajuarito, La Trinidad 2, Madre Juliana, Proyecto Comunitario 18 de Mayo, Proyecto Comunitario El Cercado, Guarenas,

Proyecto Comunitario Vista Hermosa; submissions from Salas de Gestión Comunitaria del Agua la Trinidad, Carlos Soublette, Guarenas, de Macarao – Las Adjuntas; submissions from Sub Consejo Tsimane Regional La Paz, Unidad Educativa José Leonardo Chirinos, Brigada Integral Comunitaria de la E.B.N. Ciudad Losada and JS30.

- ¹⁶⁶ See contributions from Asociación de Discapacitados “Renacer”, Asociación Deportiva del Sur “Adesu”, Asociación de Profesionales Odontólogos – Cochabamba, Asociación Venezolana para la Hemofilia, Ayllus Urbanos, Centro Integral de Desarrollo Social Alternativo “Khuno Marka”, Comité Cívico Popular de Bolivia; submissions from the Comunas Juana la Avanzadora, Chiriguare 2006, Paso Ezequiel Zamora, Por los Caminos de Bolívar, Al Rescate de Nuestras Raíces, Revolucionarios de Buria con el Cuartel de la Montaña, Santa Rita de Casia, 13 de Abril el Despertar de un Pueblo; submissions from Comuna Agropecuaria Socialista Cacique Coromoto, Comuna Socialista Agropecuaria Samuel Robinson, Comuna Socialista Valles de Suruguapay, Comité de Unidad Campesino, Comuna Zamora Vive en Tierra de Ricaurte and Sector Salud Departamental Cochabamba.
- ¹⁶⁷ HRW, p. 6; see A/HRC/19/12, para. 94.46 (**Cuba**).
- ¹⁶⁸ HRW, p. 6, OTSOAAM, p. 5, JS10, p. 5; JS9, p. 8; JS11, p. 6; JS14, pp. 3-6; Salud/Linfomas, p. 4; SenosAyuda, p. 2; JS38, p. 8; FDIM, pp. 5-7; FUNCAMAMA, p. 2; JS39, p. 4; HAYALGUIENALLI, pp. 2-5 and AVH, pp. 1-4.
- ¹⁶⁹ JS38, p. 8. See also: FDIM, pp. 5-7, FUNCAMAMA, p. 2, JS39, p. 4 and HAYALGUIENALLI, pp. 2-5
- ¹⁷⁰ JS9, p. 8. See also JS11, p. 6 and JS14, pp. 3-5.
- ¹⁷¹ OMIAW, p. 4. See also JS14, p. 11.
- ¹⁷² JS40, p. 6. See also submissions from FRPOIAMA, pp. 2-5; FDIM, pp. 5-7; JS28, pp. 3 and 5; JS41, pp. 20-28, and JS11, para. 19.
- ¹⁷³ JS38, p. 11. See also submission from JS11, para. 20.
- ¹⁷⁴ JS5, para. 31; A/HRC/19/12, para. 96.11 (**Slovenia**).
- ¹⁷⁵ JS6, p. 5. See also submission from JS10, p. 10.
- ¹⁷⁶ JS11, para. 18. See also submissions from JS28, p. 4 and ACNM, pp. 3-5.
- ¹⁷⁷ FDIM, para. 18; PAS, para. 13. See also submissions from PAS, p. 5 and JS14, p. 3; DdPV, pp. 12-13 and 27 and A/HRC/19/12, paras. 93.20 (**Norway**) and 94.50 (**Malaysia**).
- ¹⁷⁸ FDIM, p. 7.
- ¹⁷⁹ JS19, p. 8 See also submissions from OTSOAAM, p. 5.
- ¹⁸⁰ VeneDiver, p.4.
- ¹⁸¹ UNAF, p.6.
- ¹⁸² See contributions from Association des Béninois formés à Cuba, Autoformacion Mision Ribas, Casa Del Alba El Alto, Movimiento De Amistad Con Venezuela, Comunas Abuela Rosa Ines, Comandante Chávez, JF Ribas, Juana la Avanzadora, Por los Caminos de Bolívar, Revolucionarios de Buria con el Cuartel de la Montaña, Santa Rita de Casia, Sur Cojedes; Asociación Casa del Alba-Cochabamba, Asociación Civil “Catedra Guaicaipuro”, Centro Cultural Cantar del ALBA, Consejo de Educación Popular de América Latina y el Caribe Colectivo-Bolivia, Colectivo de Educación Ambiental Estado Vargas, Comuna Socialista Indio Coromoto, Comité Cívico Popular De Bolivia, Colectivo Cine Calle, Organización Social Juvenil “Columna Sur”, Comuna Socialista Juan Bautista Arismendi, Comuna Socialista María Teresa Angulo, Consejo De Artesanos De Guacara, Consejo Comunal Renacer de los Vencedores de la Trilla, Consejo Nacional para la Defensa de los DDHH José Félix Ribas I, Consejo Patriótico de Docentes Socialistas del Estado Anzoategui, Consejo del Poder Popular Moral Constitucional en los Derechos Humanos, Confederación de Trabajadores de Educación Urbana de Bolivia, Comité de Unidad Campesina, ENS Hispanistas Club, Jóvenes en la Inclusión Participativa, Puente Sur Venezuela, Puntarji, Red de Organizaciones Afrovenezolanas, Asociación Civil Asamblea de Educación and Brigada Integral Comunitaria de la E.B.N. Ciudad Losada, Fenasopadres_Venezuela and Movimiento Bolivariano De Familias.
- ¹⁸³ JS31, pp.2-3.
- ¹⁸⁴ CEAAL, p. 3.
- ¹⁸⁵ IHRC-OU-Norman-Oklahoma, p. 3.
- ¹⁸⁶ CATEDRAGUAICAIPURO, p. 3. See also submissions from JS19, p. 7; OTSOAAM, pp. 5-6 and DdPV, p. 31.
- ¹⁸⁷ VeneDiver, p.5. See also submission from EJERCITOEMANCIPADOR, p. 3.

- 188 UNAF, p. 6.
189 JS1, pp. 1 and 4. See also submissions from JS32, p. 8 and FENOSAPADRES, pp. 2, 4, 5 and 6.
190 ABDAPC, pp. 2-3.
191 CCCdelALBA, p.3.
192 APIVEN, p.2.
193 A/HRC/19/12, paras. 93.1 (**Algeria**), 93.2 (**Slovenia**), 93.3 (**Australia**), 93.4 (**Brazil**), 93.6 (**Thailand**) and 94.64 (**Bangladesh**).
194 ACIMIR, p. 2.
195 EVV, para. 2.
196 EVV, para. 46.
197 FLUZPARATODOS, p. 2.
198 EVV, para. 40.
199 ACIMIR, p. 3.
200 DID, pp. 2-5.
201 ASODACI, p. 2.
202 APIVEN, cover page; JS19, p. 2-3; JS24, para. 38. A/HRC/19/12, paras. 94.11 (**Canada**), 94.15 (**Lebanon**), 94.25 (**Sri Lanka**), 94.65 (**Cuba**), 94.66 (**Bolivia**), 94.67 (**Qatar**) and 94.68 (**Ecuador**).
203 JS19, p. 2. JS19, p. 2. See also submission from OTSOAAM, p. 3.
204 JS19, p. 8. See also submissions from LABPAZ, pp. 4 and 6.
205 LABPAZ, pp. 4 and 6.
206 APIVEN, pp. 4 and 5.
207 APIVEN, p.6.
208 CJOB, pp. 3-4. See also submissions from FSUTCO, p. 3; IHRC-OU-Norman-Oklahoma, p. 6.
209 ASOVILUZ, p. 4.
210 CCSAM, p. 6.
211 APIVEN, p. 2; JS33, para. 1 (and footnote 1); LabPaz, para. 1; A/HRC/19/12, para. 94.68 (**Ecuador**).
212 JS33, para. 1 and footnote 1.
213 LabPaz, pp. 1, 3 and 6. See also submissions from APIVEN, p. 2; Provea, para. 7, JS19, p. 2 and CONBIVE, p. 5.
214 APIVEN, pp. 2 and 3.
215 JS19, p. 2. See also submissions from OTSOAAM, p. 3.
216 IHRC-OU p. 4.
217 OTSOAAM, p. 6. See also submissions from OMIAW, p. 2.
218 LABPAZ, p. 6. See also submissions from CONBIVE, pp. 1 and 5 and APIVEN, p. 4.
219 APIVEN, p. 3. See also submissions from OMIAW, p.2.
220 PROVENE, p. 5. See also submissions from JS33, pp. 3- 4, 8 and 11; FUNDEHIZ, p. 4; IHRC-OU-Norman-Oklahoma, p. 5 and APIVEN, p. 5.
221 HRW, p. 2.
222 JS36, p. 8.
223 APIVEN, p. 5.
224 ECO-UKAMAU, p. 5.
-